

LA REPRESSION DU PHENOMENE SECTAIRE EN ESPAGNE

Textes de référence :

- ✓ Rapport de la Commission parlementaire sur les sectes de 1989
- ✓ Extraits du nouveau Code pénal (articles 510 à 526) - **en annexe**
- ✓ Législation relative à la protection juridique du mineur (**en espagnol en annexe**)
- Ley organica 1/1996, de 15 de enero, de proteccion juridica del menor, de modificacion parcial del codigo civil y de la ley de enjuiciamiento civil
- Ley organica 1/1996, de 15 de enero, de proteccion juridica del menor, de modificacion parcial del codigo civil y de la ley de enjuiciamiento civil

Table des matières

A. La situation actuelle des organisations sectaires.....	3
1. <i>Les sectes aujourd'hui en Espagne</i>	3
a) Le nombre des sectes et des adeptes en Espagne	3
b) L'implantation géographique des sectes et les caractéristiques personnelles des adeptes.....	4
2. <i>Le statut légal des sectes, leur définition et les techniques utilisées</i>	5
a) Le statut légal des sectes.....	5
b) Définition de la secte.....	6
c) Le recours à des techniques psychologiques coercitives pour le recrutement et l'endoctrinement des adeptes.....	7
B. La répression du phénomène sectaire	9
1. <i>Le cadre légal permettant la répression des sectes destructives</i>	9
a) Classification des comportements illicites constitutifs d'infractions	9
b) Le recours à des infractions de droit commun	10
2. <i>Des instruments efficaces : une nouveauté introduite par le nouveau Code pénal spécifique aux sectes et la protection des mineur</i>	12
C. Annexes	13
1. <i>Extraits du nouveau Code pénal (articles 510 à 526)</i>	13
2. <i>Législation relative à la protection juridique du mineur (en espagnol)</i>	18
a) Ley organica 1/1996, de 15 de enero, de proteccion juridica del menor, de modificacion parcial del codigo civil y de la ley de enjuiciamiento civil.....	18
b) Ley organica 1/1996, de 15 de enero, de proteccion juridica del menor, de modificacion parcial del codigo civil y de la ley de enjuiciamiento civil.....	23

Introduction

Il apparaît qu'à l'heure actuelle, d'après des enquêtes et des études menées aussi bien par les Administrations, que par des associations et organismes privés, comme par des universitaires, on compte plus de deux cents sectes « destructives » opérant sur l'ensemble du territoire espagnol, ainsi qu'un nombre d'adeptes qui pourrait comprendre entre 100.00 à 150.00 fidèles.

Plus précisément, selon M. Jaime MAYOR OREJA, Ministre de l'Intérieur, ces entités sont localisées surtout dans les grandes villes. L'intervention du Ministère de l'Intérieur espagnol, comme celles des autres entités dans le domaine des sectes, résulte des inquiétudes générales face à l'ampleur importante du phénomène des sectes, de son évolution rapide, ou plutôt pourrait-on dire de leur « propagation », ainsi que des conséquences sérieuses qui émanent de leurs activités et agissements, qui ne sont pas toujours conformes avec la loi.

Une telle inquiétude peut également se justifier dans la mesure où non seulement les sectes peuvent être préjudiciables à l'égard des individus qui tombent dans leur « filet », mais aussi leurs effets et répercussions s'étendent de plus en plus sur l'ensemble de la société. Il ressort du Rapport de la Commission parlementaire du Congrès des Députés de 1989 à l'égard du phénomène sectaire, que devant son ampleur, et en prenant compte les agissements contraires à la loi et les préjudices sur la personne de leurs adeptes et de leurs biens, que certains experts ont exprimé leur opinion sur le problème en soulignant que « le phénomène sectaire comporterait une gravité potentielle analogue à celle de la drogue, mais seulement avec quelques années de retard »¹. C'est dire qu'aujourd'hui en Espagne le phénomène des sectes occasionne des préoccupations sérieuses et fondées.

Devant l'importance des sectes en Espagne et leurs répercussions négatives sur les personnes et les biens de leurs adeptes, comme de la société en général, a-t-il été prévu un cadre juridique sur les sectes, lequel serait susceptible de définir les règles quant à leur constitution et existence et qui, en cas de dérives et d'infractions à la législation, fixerait les limites et les mesures de répression ?

A de telles questions, la réponse est qu'il n'existe pas à l'heure actuelle en Espagne de définition légale sur le concept de secte.

Quant à l'existence d'un arsenal juridique permettant de lutter efficacement contre les excès gravement attentatoires au respect de l'individu et aux intérêts de la société, et de donner aux victimes des sectes la possibilité d'organiser leur défense et de faire ainsi triompher leur bon droit, il apparaît à la lumière de la jurisprudence que s'il n'existe qu'une infraction spécifique aux sectes dans le nouveau Code pénal, elle ne soit pas la seule contribuant à leur répression.

En effet, il existe aussi des dispositions de droit commun, non seulement en matière pénale, mais également en matière fiscale, sociale et particulièrement en matière de protection des mineurs. Par ailleurs, l'application ici de règles pour la protection des mineurs s'explique aisément dans la mesure où les mineurs constituent souvent, compte tenu de leur extrême vulnérabilité, des victimes particulièrement exposées aux dérives sectaires.

¹ Dictamen aprobado y propuestas de resolución que la Comisión de Estudio y Repercusiones de las sectas en España eleva al Pleno del Congreso de Diputados. Doc. n° 40 803. 01/02/1989.

Cette étude sur le phénomène sectaire en Espagne aura comme objet d'exposer, à la lumière du Rapport de la Commission parlementaire, des études faites par des experts, ainsi que des travaux de recherche réalisés par des associations de lutte contre les dérives sectaires, la situation actuelle sur les sectes implantées sur le territoire national, de présenter les types d'infractions commises par de telles organisations à l'égard des individus, ainsi que de définir la position de la jurisprudence à l'égard des sectes et d'analyser les méthodes de répression.

A. La situation actuelle des organisations sectaires

1. Les sectes aujourd'hui en Espagne

a) Le nombre des sectes et des adeptes en Espagne

Selon des sources officielles, il apparaît que jusqu'à la fin de l'année 1998, le nombre des sectes « destructives » s'est élevé à 200, ces organisations comptent d'ailleurs avec un nombre d'adeptes allant de 100.000 à 150.000.

L'évolution du phénomène sectaire sur l'ensemble du territoire espagnol peut être facilement constatée, si l'on compare les chiffres de 1998, avec ceux de 1989. En effet, selon le Rapport de la Commission parlementaire de 1989, les groupes sectaires présentant des indices sérieux d'agissements illégaux étaient d'environ une quarantaine. Quant au nombre d'adeptes de ces sectes, les chiffres de l'époque étaient de 30.000 à 70.000 personnes âgées de moins de 29 ans et de 80.000 majeurs, soit un total situé entre 110.000 et 150.000 personnes.

Bien entendu, que ce soit à la fin des années 80 ou dix ans après, il convient de garder présent à l'esprit qu'il ne s'agit ici que d'approximations et non pas de chiffres exacts, car dans la réalité c'est une tâche d'une extrême complexité que celle de dresser une liste des organisations sectaires et surtout de comptabiliser leurs membres.

Quant à l'exactitude des données quantitatives sur les groupes sectaires, comme celles de leurs membres, il convient de la relativiser, car étant donné l'évolution rapide et croissante d'un tel phénomène, le manque d'informations dans ce secteur et le silence qui est de mise dans de tels milieux, il s'avère très difficile de comptabiliser les sectes, leurs adeptes et membres et de parvenir donc à établir, comme c'est le cas en France par exemple, une liste des principales organisations.

Sur l'exactitude des chiffres avancés par des sources officielles espagnoles, des remarques d'une très grande pertinence ont été émises par Mme María Rosa BOLADERAS², pour qui, le chiffre avancé par le Ministère de l'Intérieur de 200 sectes en Espagne comptant entre 150.000 à 200.000 adeptes, mérite d'être quelque peu nuancé.

En effet, pour Mme BOLADERAS, « le chiffre (réel) des sectes est sans doute supérieur, car il semble impossible, aujourd'hui en Espagne, de mener un contrôle exhaustif

² Mme. María Rosa BOLADERAS est une figure dans son pays pour la lutte contre le phénomène des sectes destructives. Elle assume aujourd'hui la fonction de Présidente du Centre d'Assistance et d'Information sur les sectes (AIS). Cette association dont le rôle très actif dépasse le cadre des frontières nationales, a été créée il y a 20 ans par les familles des victimes des dérives sectaires. Son siège est à Barcelone.

sur celles qui existent »³. Par ailleurs, elle ajoute que déjà en 1994, date à laquelle un rapport fut élaboré par son association, 0.8% de la population espagnole était influencée par les groupes sectaires.

A titre purement d'illustration sur l'ampleur des organisations sectaires en Espagne, il convient de citer le mouvement des Mormons (l'Eglise de Jésus-Christ des Saints derniers jours). Cette organisation est implantée en Espagne depuis 30 ans; elle se définit comme une communauté religieuse et compte aujourd'hui 120 centres sur l'ensemble du territoire et 30.000 membres baptisés, dont 10% sont localisés à Madrid et ses environs. Un chiffre qui peut paraître alarmant ici est celui de leurs membres au niveau mondial, puisqu'ils sont plus de 10 millions et que ce mouvement religieux n'existe que depuis 1830 et qu'il représente aujourd'hui le sixième mouvement religieux le plus important en taille aux Etats-Unis.

b) L'implantation géographique des sectes et les caractéristiques personnelles des adeptes

En ce qui concerne l'implantation géographique des sectes en Espagne, selon les informations données par le Ministère de l'Intérieur, il apparaît que la majorité des organisations sectaires sont installées à Madrid, à Barcelone, aux Iles Canaries, sur le littoral méditerranéen, les Baléares, l'Andalousie, les régions de la Castille et la région de Valence. Cette dernière occupe, selon les informations données par la Direction générale de Police, le troisième rang en importance d'implantation des sectes "destructives" au niveau des communautés autonomes espagnoles. De même source, il semble que dans cette région, les villes de Valencia et Alicante soient celles où un grand nombre de sectes opère. C'est aussi dans les régions de Castille et de Valence que l'on trouve le plus grand nombre des sectes « sataniques ».

Du point de vue des groupes ou des classes sociales et plus précisément des types de personnes susceptibles de « tomber dans le filet » des sectes destructives, la Commission parlementaire s'était déjà penchée sur la question en 1989. En effet, à cette époque, les rédacteurs du Rapport estimaient que les couches les plus défavorisées de la société représentaient le vivier des adeptes. Néanmoins, à la même époque un changement de milieu social était en train d'intervenir, puisqu'on était en mesure d'observer un glissement vers les couches moyenne et haute de la société.

Egalement, il résulte de cette étude que le type moyen de l'adepte était à cette époque, une personne majeure de 18 ans, issue d'une famille à faibles revenus, exerçant une profession peu qualifiée, souffrant de difficultés d'adaptation et par conséquent ayant de sérieux problèmes d'intégration sociale, se sous-estimant beaucoup et éprouvant des sentiments religieux. De telles caractéristiques représentaient donc le genre idéal de personnes qui étaient enclin à entrer dans les groupes sectaires.

De nos jours, la situation sur le type même des catégories sociales susceptibles de devenir des adeptes a quelque peu changé. Aujourd'hui en effet, le portrait-robot de la personne venant juste d'entrer dans une secte correspond à une personne jeune, dont l'âge varie entre 20 et 30 ans, d'un niveau socio-économique moyen et d'une intelligence

³ « Los afectados piden al Gobierno más medios para defenderse de las sectas », El PAIS, 11 novembre 1998.

moyenne⁴. Aussi, plutôt que d'établir à la fin des années 80, qu'il existait des groupes à risques pouvant devenir des adeptes des sectes, aujourd'hui une grande partie des experts refusent de soutenir une telle affirmation.

En effet, s'il peut avoir risqué, il s'agit de risques propres à la personne, cette dernière devenant plus vulnérable en cas de situation de changement, de crise émotionnelle, d'absence d'emploi, etc. Aussi, il peut s'agir de personnes avec des niveaux d'études élevés et/ou appartenant aux classes supérieures de la société. En règle générale, les nouveaux adeptes sont des personnes altruistes, dont le seul but est d'aider leur prochain, et qui se trouvant dans une situation de désaccord avec la société, voient dans les sectes le meilleur moyen pour satisfaire leurs objectifs.

On remarque aussi, que s'il était plus aisé à la fin des années 80 de reconnaître les adeptes d'une secte⁵, de nos jours cette reconnaissance est très complexe et difficile à mener, car le plus souvent les adeptes passent complètement inaperçus du fait qu'ils n'affichent plus publiquement leur appartenance à une secte. Ce changement d'attitude rend la situation beaucoup plus dangereuse pour tous, dans la mesure où les nouveaux adeptes croient composer une armée « grise et silencieuse ». Aujourd'hui donc, selon les associations de lutte contre le phénomène sectaire, ainsi que d'après les informations données par la police espagnole, le nouveau "déguisement" des adeptes des sectes est beaucoup moins voyant et plus « perspicace »; il passe le plus souvent par des mouvements de solidarité avec le Tiers monde, d'écologie à outrance, par la vente de produits inoffensifs, par la réhabilitation des toxicomanes ou par les adeptes d'astrologie et les amateurs d'observation des étoiles. Il résulte que devant des organismes apparemment inoffensifs et louables, se cachent des sectes qui n'utilisent leurs fidèles qu'à leurs fins propres pour collecter des fonds et occuper le pouvoir, faisant ainsi de leurs adeptes des véritables esclaves modernes.

2. Le statut légal des sectes, leur définition et les techniques utilisées

a) *Le statut légal des sectes*

En Espagne, comme dans d'autres pays européens, les sectes peuvent se constituer librement en ayant recours au statut légal des associations⁶. C'est un droit et une liberté fondamentale dont chaque individu dispose (article 22 de la Constitution espagnole de 1978). D'ailleurs, les sectes ne se privent pas de bénéficier du régime légal associatif conféré par la loi de 1964, mais également du régime des entités « culturelles » ou religieuses de 1980⁷. Ainsi elles ont la possibilité de bénéficier d'une existence légale. Elles peuvent ainsi se constituer sur simple déclaration auprès de l'Administration en tant qu'entités religieuses, culturelles, associations à caractère culturel, humanitaire, social, sportif, etc.

⁴ « Un ejército gris y silencioso », journal EL PAIS, 16 novembre 1998.

⁵ On pense notamment ici aux fidèles à la tête rasée et en tunique orange de la secte Hare Krishna, qui est une secte créée en 1966 et qui est une branche moderne dérivée de l'hindouisme monothéiste.

⁶ Loi n° 191/1964, du 24 décembre 1964, sur les associations (Ley 191/1964, de 24 de diciembre de asociaciones. B.O.E. n° 311 de 28/12/1964).

⁷ Loi organique 7/1980, du 5 juillet 1980 sur la liberté religieuse (Ley 7/1980, de 5 de julio, de Libertad religiosa. B.O.E. N° 177 de 24/07/1980).

Une fois que la secte a été inscrite sur l'un des Registres publics, qu'il s'agisse de celui des associations ou de celui des Eglises, Confessions ou des Cultes, le groupe dispose de la personnalité juridique, ainsi que de l'autonomie et de la capacité à agir. En réalité, dans la mesure où les dirigeants des sectes n'hésitent pas à recourir pour la constitution de leur groupe au régime associatif, ils donnent ainsi à leur mouvement une couverture légale avec des objectifs licites, ce qui rend leur reconnaissance très difficile et la problématique plus complexe.

b) Définition de la secte

Comme nous l'avons indiqué lors de la note introductive de l'étude, les sectes en Espagne se caractérisent, comme c'est le cas de la France, par **l'absence de définition juridique du concept**. Cette caractéristique peut trouver une explication dans la mesure où la séparation entre l'Eglise et l'Etat est un principe reconnu aussi bien dans la Constitution que dans les lois et par conséquent, les Pouvoirs publics ne sont pas en mesure de définir les critères juridiques qui distinguent l'exercice d'une croyance religieuse, culturelle ou autre et a fortiori d'établir les critères qui différencient l'Eglise d'une secte.

C'est donc l'inexistence juridique du concept qu'il convient alors de s'arrêter sur la définition de la notion de secte dans le langage courant. En effet, dans le langage courant, l'on entend par secte un groupe d'individus unis par un leader ou par une doctrine. Il est clair que s'il s'agit de la définition au sens large, elle a le mérite de la clarté. Les experts y ont eu donc recours dans un souci de donner le plus de précisions à d'autres sciences que la science juridique pour définir la notion de secte.

C'est ainsi que la secte peut être définie aussi bien du point de vue de la théologie, de la sociologie, que de la psychologie. Aujourd'hui, l'on remarque au vu des événements ayant eu lieu non seulement en Espagne, mais au niveau mondial et des catastrophes occasionnées, qu'au cours des dernières années, le concept de secte a désormais une connotation très négative. En règle générale, l'individu associe à la notion de secte, celle ayant des comportements illégaux.

Si l'on parle en France de nouvelles sectes ou en Allemagne de sectes jeunes, **la pratique espagnole est de recourir au concept de « secte destructive »**. Ce terme est désormais la référence, aussi bien pour les chercheurs cliniciens, pour les experts de la communication, que pour les pouvoirs publics et la société dans son ensemble. Selon les experts, la secte peut être considérée comme « destructive » si elle appartient à un groupe ayant un leader charismatique, messianique et dogmatique, qui dispose d'une structure théocratique verticale et totalitaire et qui exige de la part de ses adeptes un détachement ou un désintéressement matériel absolu de leurs biens, desquels il profite entièrement. Ce qui revient à dire que le leader de la secte en question en recueillant les adeptes, a pour objectif de collecter le maximum d'argent qui est destiné soi-disant à des fins bénéfiques, mais en réalité qui lui profite. Il est arrivé que dans des cas extrêmes, les fidèles perdent complètement leur libre arbitre et toute volonté ou initiative; ils deviennent alors entièrement soumis à la volonté du leader, qui peut disposer tant des personnes que de leurs biens.

La Commission parlementaire espagnole, dans son Rapport de 1989 sur les sectes, précisait qu'une secte destructive se définit comme « un groupe d'enracinement social limité,

organisé autour de doctrines religieuses ou d'autre nature, et autour des responsables de leur fondation, proclamation ou tutelle »⁸.

Enfin, lors du Congrès international sur les Groupes totalitaires et le sectarisme, tenu à Barcelone en avril 1993, les congressistes sont parvenus à identifier **les indices permettant du point de vue juridique de reconnaître une secte destructive**. Il résulte de ces travaux que l'activité sectaire destructive correspond à la conduite d'un groupe :

- ✓ dont la constitution est légale ou pas;
- ✓ qui déclare ou pas ses objectifs comme religieux, philosophiques ou de toute autre nature;
- ✓ qui provient de groupes ou d'organisations minoritaires, de groupes réformateurs de la pensée, de confessions reconnues ou d'autres provenances connues ou pas;
- ✓ qui transgresse ou porte atteinte aux principes reconnus par la Communauté internationale et qui sont recueillis de manière spécifique dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que dans la Convention internationale sur les droits de l'enfant;
- ✓ dont les pratiques sont contraires aux textes législatifs et réglementaires nationaux qui protègent l'individu, l'équilibre social et les principes de la démocratie.

c) Le recours à des techniques psychologiques coercitives pour le recrutement et l'endoctrinement des adeptes

C'est surtout grâce aux travaux réalisés par les organismes de lutte contre le phénomène sectaire, tels que le Centre d'Assistance et d'Information sur les sectes (AIS) de Barcelone, que l'on connaît aujourd'hui les techniques pratiquées pour le recrutement et l'endoctrinement des adeptes.

En ce qui concerne **le recrutement des adeptes des sectes**, les techniques sont les suivantes :

- ✓ phénomène d'attraction personnelle : la secte paraît offrir aux candidats l'amitié, la sécurité et l'appui à tous les niveaux, afin de gagner sa confiance et de l'introduire dans le groupe;
- ✓ « bombardement affectif » : c'est-à-dire que ceux qui attirent les fidèles mettent les moyens en oeuvre pour leur faire croire à un sentiment de famille ou d'appartenance à un groupe, ceci en créant une ambiance agréable et détendue incitant la confiance et surtout le sentiment chez le futur adepte d'avoir trouvé ce qu'il recherchait; ainsi il aura l'impression d'être un personnage important, le centre d'intérêt de tous et d'avoir été élu parmi d'autres;
- ✓ suivi du néophyte, ce qui signifie des rencontres régulières avec ceux qui sont entrés dans le groupe, afin que les futurs adeptes aient la sensation que leur intérêt est dans ce qu'ils doivent s'adonner ou se consacrer entièrement au groupe;

⁸ Dictamen aprobado y propuestas de resolución que la Comisión de Estudio y Repercusiones de las sectas en España eleva al Pleno del Congreso de Diputados. Doc. n° 40 803. 01/02/1989.

- ✓ pression du groupe : celle-ci s'exerce à travers l'anéantissement chez l'individu des doutes ou de toute résistance aux idées nouvelles, cela en donnant une importance excessive à la faculté naturelle d'intégration dans un groupe, inhérente à tout être humain;
- ✓ fausse exaltation des valeurs individuelles : soit les recruteurs mettent l'accent sur la surestimation de la personne, qui se sent compromise et qui ressent la nécessité d'appartenance au groupe, soit ils mettent l'accent sur les défauts de la personne, les erreurs qu'elle aurait pu commettre et sur la nécessité pour cette dernière d'appartenir au groupe, qui à ses yeux apparaît comme l'unique solution à tous ses problèmes.

Quant aux **techniques d'endoctrinement des nouvelles recrues**, les plus couramment utilisées sont les suivantes :

- ✓ refus progressif de ses propres valeurs et acceptation du nouveau style de vie;
- ✓ substitution des relations personnelles par la destruction des liens familiaux, par le refus des liens d'amitié ou autres qui existaient avant l'entrée en contact avec la secte, ceci en idéalisant des nouvelles unions et familles (la secte devient ainsi la nouvelle famille);
- ✓ augmentation du sentiment d'appartenance au groupe, en l'incitant à apporter de l'argent ou des biens à la nouvelle famille. Si la personne n'a pas suffisamment de ressources, alors le nouvel adhérent aura le sentiment qu'il est dans l'obligation de travailler pour le groupe à titre gratuit ou de souscrire des crédits auprès des banques, de sa famille ou des amis;
- ✓ techniques d'induction hypnotiques à travers la méditation;
- ✓ implantation de messages subliminaux à travers l'utilisation répétitive de certains mots ou phrases-clés introduites lors de très longues discussions;
- ✓ inhibition de la responsabilité, à travers laquelle l'adepte refuse d'assumer ses responsabilités en faveur de l'autorité du gourou; ainsi on va jusqu'à la régression à l'état infantile;
- ✓ une activité mentale et physique soutenue, à travers une réduction du sommeil et du repos nécessaire au bon équilibre, rendant ainsi l'adepte désorienté et très vulnérable;
- ✓ changement de l'alimentation, qui devient très vite insuffisante et déséquilibrée;
- ✓ effacement de la propre personnalité de l'individu : celui-ci est obligé de confesser ses défauts et ses faiblesses; de cette manière, il a l'impression qu'il ne peut réussir qu'avec l'aide du groupe. De plus, à travers ses confessions, la secte aura recours au chantage réel ou émotionnel, dans le cas où l'adepte décide de quitter le groupe;
- ✓ inculcation du sentiment de culpabilité (exagération des péchés et de la nécessité d'être sauvé);
- ✓ manipulation de la conduite, qui passe par des punitions ou des récompenses pour une même action;
- ✓ la peur d'être condamné éternellement pour des actes ou des conduites passées;
- ✓ la discipline autoritaire et l'obéissance absolue à toutes les règles et normes du groupe;
- ✓ l'acceptation de l'autorité et de la suprématie du dirigeant de la secte;
- ✓ l'interdiction de douter et l'acceptation automatique des nouvelles croyances.

Ainsi, une fois que l'adepte est pleinement intégré au groupe, cette appartenance a pour lui des conséquences de diverses nature :

- ✓ sociale (impossibilité pour l'adepte de communiquer avec sa famille, ses amis, avec l'extérieur, allant même jusqu'à la rupture définitive);
- ✓ physiologique;
- ✓ psychologique (instabilité émotionnelle, incapacité de maintenir des relations affectives normales avec des personnes étrangères au groupe, perte du libre arbitre, diminution des capacités intellectuelles et de raisonnement, dédoublement de la personnalité, etc).

B. La répression du phénomène sectaire

1. Le cadre légal permettant la répression des sectes destructives

S'il devait être fait un bilan sur l'existence dans le droit espagnol d'un cadre juridique permettant l'intervention des pouvoirs publics (autorités administratives ou judiciaires) en cas d'atteintes aux droits individuels ou collectifs par des groupements sectaires à caractère destructif, la réponse est que le législateur, aussi bien au niveau national que des régions autonomes, a prévu des dispositions spécifiques ou de droit commun permettant la sanction des agissements illicites, ainsi que la réparation et le soutien aux victimes.

a) Classification des comportements illicites constitutifs d'infractions

Des magistrats espagnols, conscients et inquiets de l'ampleur que prend désormais le phénomène sectaire, ont entrepris, en s'appuyant sur l'actualité de leur pays, d'élaborer un répertoire non exhaustif des principales dérives sectaires constitutives d'infractions, non seulement en matière pénale, mais également en matière fiscale, sociale, de protection des mineurs, etc.

Ainsi, les principaux faits punissables de telles organisations sont les suivants :

- ✓ les lésions physiques ou psychiques aux personnes, article 147 du nouveau Code pénal;
- ✓ l'obtention irrégulière d'informations ou de données auprès d'organismes publics afin de les utiliser à leur seul profit;
- ✓ l'évasion et la fraude fiscale;
- ✓ l'utilisation illicite de fonds publics;
- ✓ la saisine d'une juridiction judiciaire non fondée;
- ✓ la vente de biens et de services, ainsi que la constitution d'entités ou d'associations à d'autres fins que celles en accord la loi;
- ✓ les délits sociaux et infractions au droit du travail résultant de la réalisation de travaux par les adeptes sans rémunération, sans horaires, et sans versement des cotisations obligatoires;
- ✓ la création sans autorisation de centres scolaires ou écoles où sont pris en charge les enfants des adeptes,
- ✓ les situations de rupture avec la famille ou avec le conjoint ayant de graves répercussions économiques;
- ✓ l'usage de faux documents;
- ✓ les répercussions négatives au niveau professionnel;

- ✓ les contraintes avec ou sans violence et menaces;
- ✓ la constitution d'associations illicites;
- ✓ les attentats à la santé publique.

Pour de tels comportements et agissements illicites des sectes destructives, il existe des mesures répressives de différentes natures.

b) Le recours à des infractions de droit commun

Le principe général est que pour que le comportement d'une personne ou que l'activité d'un groupe puisse être sanctionné, cela nécessite que les intéressés soient coupables d'une infraction pour transgression de l'ordre juridique, c'est-à-dire que pour que la sanction tombe et pour que la répression ait lieu, cela suppose que de tels agissements soient constitutifs d'une infraction inscrite dans le Code pénal.

Des distinctions existent dans le domaine du phénomène sectaire, il peut s'agir aussi bien d'infractions spécifiques, mais également des infractions de droit commun. En outre, les dérives sectaires constitutives de comportements délictueux peuvent aussi bien concerner les personnes que leurs biens.

Dans un premier temps, ne seront mentionnées que quelques infractions en matière pénale pouvant être utilisées pour réprimer les dérives sectaires. Par exemple, **l'article 147 du nouveau Code pénal** espagnol permet de sanctionner pour **délit de lésion** celui qui porte atteinte à autrui, en altérant son intégrité corporelle ou sa santé psychique⁹.

Cette infraction de droit commun peut être appliquée aussi pour sanctionner les sectes destructives. En effet, le fait de considérer le préjudice ou l'atteinte de la santé psychique d'une personne, peut donner la possibilité à la victime d'engager des poursuites judiciaires. Une telle demande peut être fondée dans la mesure où l'on peut considérer que les stratégies de recrutement et d'endoctrinement des adeptes utilisées par les sectes destructives, ainsi que les moyens pour maintenir l'adepte au sein du groupe, sont susceptibles d'avoir des conséquences sérieuses sur la santé et l'équilibre mental de toute personne.

Egalement, il convient de citer **l'article 450 du Code pénal** lequel réprime **l'omission des devoirs d'empêcher les délits ou de promouvoir leur poursuite**¹⁰. Cette infraction peut être rapprochée et être utilisée dans le cas des sectes destructives.

⁹ **Article 147 du nouveau Code pénal :**

« 1. Celui qui, par quelque moyen ou procédé que ce soit, aura causé à autrui une lésion qui porte atteinte à son intégrité corporelle ou à sa santé physique ou mentale, sera puni, comme coupable du délit de lésion, d'une peine d'emprisonnement de six mois à trois ans, dès lors que la lésion requière objectivement pour sa guérison, outre une première assistance sanitaire, un traitement médical ou chirurgical. La simple surveillance ou le suivi par un professionnel de la santé de l'évolution de la lésion ne sera pas considéré comme traitement médical.

2. Cependant le fait décrit dans l'alinéa précédent sera puni d'une peine d'arrêt de sept à vingt-quatre fins de semaine ou d'une amende de trois à douze mois, quand il sera de gravité mineure, compte-tenu du moyen employé ou du résultat obtenu.

¹⁰ **Article 450 du Code pénal :**

Il est intéressant de mentionner **l'article 522 du Code pénal** qui punit le **prosélytisme illicite**¹¹ et qui correspond à un délit contre la liberté de conscience.

Par ailleurs, **le Titre VI du Code pénal relatif aux délits contre les libertés** peut servir de fondement en cas de poursuites judiciaires à l'encontre d'une organisation. En effet, le Titre VI met en place des instruments de répression en cas de **menaces** (article 169 et suivants), de **contraintes** (article 172 et suivants).

Le cas de **l'infraction d'escroquerie** est à l'égard des sectes intéressant. Etant donné leurs agissements, ces organisations pourraient en effet se voir inculpées d'escroquerie. Le législateur espagnol, à travers **les articles 248 et suivants du Code pénal**¹², a défini

1. Celui qui, pouvant le faire en intervenant immédiatement et sans risque pour lui ou pour autrui, n'aura pas empêché la commission d'un délit qui atteignait les personnes dans leur vie, leur intégrité physique ou leur santé, leur liberté ou leur liberté sexuelle, sera puni de la peine d'emprisonnement de six mois à deux ans si le délit portait atteinte à la vie, et de celle d'amende de six à vingt-quatre mois dans les autres cas, sauf si au délit qui n'a pas été empêché correspondait une peine égale ou inférieure, auquel cas il sera infligé la peine inférieure en degré à celle prescrite pour ce dernier.

2. Sera passible des mêmes peines celui qui, pouvant le faire, n'aura pas saisi l'autorité ou ses agents pour qu'ils empêchent un délit, de ceux prévus à l'alinéa précédent, et dont il sait qu'il va se commettre ou qu'il est en train de se commettre.

¹¹ **Article 522 du Code pénal :**

Seront passibles d'une peine d'amende de quatre à dix mois :

1° Ceux qui au moyen de violence, intimidation, force ou toute autre forme de contrainte illégitime, empêchent un membre ou des membres d'une confession religieuse de pratiquer les activités qui sont le propre des croyances qu'ils professent, ou d'assister à celles-ci.

2° Ceux qui par les mêmes moyens forceront une ou d'autres personnes à pratiquer des activités de culte ou des rites ou à y participer, ou à réaliser des actes qui sont le signe que l'on adhère ou que l'on n'adhère pas à une religion, ou à faire changer d'avis ceux qui adhèrent.

¹² **Article 248 du Code pénal :**

1. Commettent une escroquerie ceux qui, avec une intention de lucre, auront usé de tromperie suffisante pour mettre autrui dans l'erreur, en l'induisant à réaliser un acte de disposition à son propre préjudice ou au préjudice d'un tiers.

2. Seront également considérés comme coupables d'escroquerie ceux qui, avec une intention de lucre, et en s'aidant de quelque manipulation informatique ou artifice analogue, obtiennent le transfert non consenti d'un actif patrimonial quel qu'il soit au préjudice d'un tiers.

Article 249

Les personnes coupables d'escroquerie seront punies d'une peine d'emprisonnement de six mois à quatre ans, si la valeur de ce qui a été obtenu par fraude excède cinquante mille pesètes. Pour fixer la peine, on prendra en compte l'importance de la fraude, la perte économique causée à la victime, les relations entre celle-ci et l'auteur, les moyens employés par celui-ci et toutes autres circonstances servant à apprécier la gravité de l'infraction.

Article 250

1. Le délit d'escroquerie sera puni des peines d'emprisonnement d'un à six ans et d'amende de six à douze mois, lorsque:

1° Il concerne des choses de première nécessité, des logements ou autres biens d'utilité sociale reconnue.

2° Il se réalise par un procès simulé ou le recours à une autre fraude procédurale.

3° Il se réalise par voie de chèque, billet à ordre, lettre de change en blanc ou effet cambiaire fictif.

l'infraction. A ce titre, s'il est vrai que chaque personne est libre de disposer à sa guise de ses biens afin de « sauver son âme », il s'avère qu'un grand nombre des sectes destructives promettent à leurs adeptes, après qu'ils aient accompli le paiement préalable et même après avoir donné l'ensemble de leurs biens, l'accomplissement de résultats mentaux ou physiques scientifiquement impossibles et même irrationnels.

Dans ce cas précis, le mensonge est utilisé par les sectes à des fins d'appropriation du patrimoine de l'adepte qui bien souvent est entièrement dépouillé.

Enfin, les victimes des dérives sectaires peuvent voir la possibilité de faire condamner les organisations qui leur ont porté atteinte à travers les dispositions relatives **aux infractions contre le Trésor public** (fraude fiscale, dissimulation de biens, évasion fiscale, etc), mais également à travers les infractions au **droit du travail** et à celui de la **sécurité sociale**. Dans la réalité, les pouvoirs publics ont à travers de telles infractions la possibilité de lutter efficacement contre les sectes et de les sanctionner efficacement.

2. Des instruments efficaces : une nouveauté introduite par le nouveau Code pénal spécifique aux sectes et la protection des mineur

En ce qui concerne à proprement parler la répression des sectes destructives, une des particularités du droit espagnol est que le législateur a introduit, suite à la réforme du Code pénal de 1995, une disposition permettant la lutte contre les dérives sectaires.

Il s'agit ici d'une avancée significative et qui peut être citée comme un exemple à suivre par les Etats voisins. Il s'agit de **l'article 515** qui fait partie intégrante du Titre XXI sur les délits contre la Constitution et plus particulièrement du Chapitre IV relatif aux délits relatifs à l'exercice des droits fondamentaux et des libertés publiques.

Selon l'article 515, alinéa 3° du Code pénal¹³ : « sont punissables les associations illicites qui, bien qu'elles aient pour objet une fin licite, emploient pour sa réalisation des moyens violents ou qui entraînent une altération ou un contrôle de la personnalité ».

Cette disposition a le mérite de normaliser de manière très claire et évidente les agissements illicites des sectes destructives. Il devient ainsi facile à travers l'alinéa 3° de l'article 515 de sanctionner comme étant hors de la loi, les associations, qui même en ayant pour objet une fin licite, ont néanmoins recours à des moyens violents pour la réalisation d'un tel objectif et surtout emploi des méthodes ou des moyens d'altération ou de contrôle de la personnalité.

4° Il se commet par abus de la signature d'autrui, ou en soustrayant, occultant ou en rendant inutilisable, en tout ou en partie, une procédure, un dossier, protocole ou document public ou officiel de quelque sorte que ce soit.

5° S'il concerne des biens faisant partie du patrimoine artistique, historique, culturel ou scientifique.

6° S'il présente une gravité particulière, compte tenu de la valeur de la fraude, de la réalité du préjudice et de la situation économique dans laquelle il laisse la victime et sa famille.

7° S'il se commet par abus des relations personnelles existant entre la victime et l'auteur de la fraude, ou si celui-ci a profité du crédit que lui donne son entreprise ou sa profession.

2. S'il y a concours des circonstances 6ème ou 7ème avec la 1ère du numéro précédent, on appliquera les peines d'emprisonnement de quatre à huit ans et d'amende de douze à vingt-quatre mois.

¹³ Voir Annexes.

Il faut mentionner **l'article 520 du Code pénal** qui permet et ordonne la dissolution de telles associations, ou de toute autre mesure de sanction figurant à l'article 129 du Code pénal (fermeture des locaux ou de l'établissement, suspension des activités, interdiction définitive ou temporaire de réaliser dans l'avenir des activités de la nature de celles dans l'exercice desquelles le délit a été commis, favorisé ou dissimulé).

En ce qui concerne le domaine de la **protection des mineurs** et leur rapport avec les sectes, la législation espagnole prévoit des mécanismes légaux qui semblent d'une grande efficacité et qui permettent au mineur en danger de bénéficier d'une protection quasi immédiate.

A ce titre, on considère qu'un mineur est en situation critique « lorsqu'il est privé de l'assistance morale ou matérielle nécessaire, à cause du non accomplissement, ou de l'impossible ou inadéquat exercice des devoirs de protection établis par la loi » ou « sil se trouve dans une situation où viennent à lui manquer les éléments de base pour le développement intégral de sa personnalité ».

Dans une telle situation, les organismes compétents en matière de protection des mineurs sont en mesure d'agir immédiatement à travers une résolution administrative. Dans le cas où les parents ou les représentants légaux du mineur ne sont pas d'accord, ils peuvent faire la demande d'annulation de l'acte à travers la juridiction civile. Plus précisément, le législateur, conscient du danger que peuvent représenter les organisations sectaires pour les mineurs, a introduit une protection spécifique à travers **l'article 7 de la Loi n° 1/1996 du 15 janvier 1996 sur la protection juridique du mineur**¹⁴.

Selon cette disposition, « lorsque l'appartenance d'un mineur ou de celle de ses parents à une association empêche ou porte atteinte au développement normal du mineur, toute personne intéressée, personne physique ou morale ou entité publique, peut s'adresser au Ministère public afin que ce dernier puisse prononcer les mesures juridiques de protection qu'il estime nécessaires ».

Il faut espérer qu'avec l'existence de telles dispositions juridiques spécifiques, les organisations sectaires qui, ayant une existence juridique propre avec un objet licite, mais qui ont souvent recours à des techniques de contrôle mental et de destruction de la personnalité pour parvenir à leurs fins, vont se sentir en danger et que les juges, comme le ministère public ou la police seront, par de telles dispositions, plus sensibles et efficaces, car ils disposeront désormais d'outils de travail dont les familles des victimes et les anciens adeptes n'hésiteront plus à demander qu'ils soient appliqués.

C. Annexes

1. Extraits du nouveau Code pénal (articles 510 à 526)

Chapitre 4 : Des délits relatifs à l'exercice des droits fondamentaux et des libertés publiques et au devoir de fournir le service social de substitution

¹⁴ Voir Annexes.

Section 1ère. Des délits commis à l'occasion de l'exercice des droits fondamentaux et des libertés publiques garantis par la Constitution

Article 510

1. Ceux qui auront provoqué la discrimination, la haine ou la violence contre des groupes ou des associations, pour des raisons racistes, antisémites, ou autres se référant à l'idéologie, la religion ou les croyances, la situation familiale, l'appartenance de leurs membres à une ethnie ou à une race, leur origine nationale, leur sexe, leur orientation sexuelle, leur maladie ou invalidité, seront punis d'un emprisonnement d'un à trois ans et d'une amende de six à douze mois.

2. Seront punis de la même peine ceux qui, en sachant qu'elles sont fausses ou avec un mépris téméraire de la vérité, auront diffusé sur des groupes ou associations des informations injurieuses ayant un lien avec leur idéologie, la religion ou leurs croyances, l'appartenance de leurs membres à une ethnie ou à une race, leur origine nationale, leur sexe, leur orientation sexuelle, leur maladie ou invalidité.

Article 511

1. Sera passible de la peine d'emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de douze à vingt-quatre mois et de l'incapacité spéciale d'emploi ou charge publique d'une durée d'un à trois ans le particulier chargé d'un service public qui refuse à une personne une prestation à laquelle elle a droit, en raison de son idéologie, sa religion ou ses croyances, son appartenance à une ethnie ou à une race, son origine nationale, son sexe, son orientation sexuelle, sa situation familiale, sa maladie ou son invalidité.

2. Les mêmes peines seront applicables lorsque les faits se commettent contre une association, fondation, société ou corporation ou contre leurs membres en raison de leur idéologie, leur religion ou croyances, l'appartenance de leurs membres ou de l'un d'eux à une ethnie ou à une race, leur origine nationale, leur sexe, leur orientation sexuelle, leur situation familiale, leur maladie ou invalidité.

3. Les fonctionnaires publics qui commettent l'un des faits prévus dans le présent article seront passibles des mêmes peines en leur moitié supérieure et de celle d'incapacité spéciale d'emploi ou charge publique d'une durée de deux à quatre ans.

Article 512

Ceux qui dans l'exercice des activités qu'ils ont dans une profession ou une entreprise auront refusé à une personne une prestation à laquelle elle a droit, en raison de son idéologie, sa religion ou ses croyances, son appartenance à une ethnie, race ou nation, son sexe, son orientation sexuelle, sa situation familiale, sa maladie ou son invalidité, seront passibles de la peine d'incapacité spéciale d'exercice de profession, métier, industrie ou commerce, d'une durée d'un à quatre ans.

Article 513

Sont punissables les réunions ou manifestations illicites et sont considérées comme telles :

1° Celles qui interviennent dans le but de commettre un délit.

2° Celles auxquelles prennent part des personnes avec des armes, engins explosifs ou objets contendants ou de toute autre manière dangereuse quelle qu'elle soit.

Article 514

1. Les promoteurs ou directeurs de l'une quelconque des réunions ou manifestations qui sont prévues au numéro 1° de l'article précédent et ceux qui, en relation avec ce qui est prévu au numéro 2° du même article, n'auront pas cherché à empêcher par tous moyens à leur portée les circonstances qui y sont mentionnées, seront passibles des peines d'emprisonnement d'un an à trois ans et d'amende de douze à vingt-quatre mois. A ces fins seront considérés comme directeurs ou promoteurs de la réunion ou manifestation ceux qui la convoquent ou la président .

2. Les personnes qui, assistant à une réunion ou à une manifestation, portent des armes ou d'autres moyens également dangereux seront punis de la peine d'emprisonnement d'un à deux ans et d'une amende de six à douze mois. Les Juges ou Tribunaux, en prenant en considération les antécédents du sujet, les circonstances du cas et les caractéristiques de l'arme ou de l'instrument porté, pourront abaisser d'un degré la peine prévue.

3. Les personnes qui, à l'occasion de la tenue d'une réunion ou manifestation, commettent des actes de violence contre l'autorité, ses représentants, les personnes ou les propriétés publiques ou privées, seront punies de la peine qui correspond à leur délit, fixée en sa moitié supérieure.

Article 515

Sont punissables les associations illicites, étant considérées comme telles :

1° Celles qui ont pour objet de commettre un délit ou, après leur constitution, de promouvoir une telle commission.

2° Les bandes armées, organisations ou groupes terroristes.

3° Celles qui, bien qu'elles aient pour objet une fin licite, emploient pour sa réalisation des moyens violents ou qui entraînent une altération ou un contrôle de la personnalité.

4° Les organisations qui ont un caractère paramilitaire.

5° Celles qui provoquent la discrimination, la haine ou la violence contre des personnes, groupes ou associations, en raison de leur idéologie, leur religion ou croyances, l'appartenance de leurs membres ou de l'un d'eux à une ethnie race ou nation, leur sexe, leur

orientation sexuelle, leur situation familiale, leur maladie ou leur invalidité, ou qui incitent à cela.

Article 516

Dans les cas prévus au numéro 2° de l'article précédent, on appliquera les peines suivantes :

1° Aux promoteurs et directeurs des bandes armées et organisations terroristes, et à ceux qui dirigent l'un quelconque de leurs groupes, celles d'emprisonnement de huit à quatorze ans et d'incapacité spéciale d'emploi ou charge publique d'une durée de huit à quinze ans.

2° Aux personnes qui font partie des organisations citées celles d'emprisonnement de six à douze ans et d'incapacité spéciale d'emploi ou charge publique d'une durée de six à quatorze ans.

Article 517

Dans les cas prévus aux numéros 1° et 3° à 5° de l'article 515 on appliquera les peines suivantes :

1° Aux fondateurs, directeurs et présidents des associations, celles d'emprisonnement de deux à quatre ans, d'amende de douze à vingt-quatre mois et d'incapacité spéciale d'emploi ou charge publique d'une durée de six à douze ans.

2° Aux membres actifs, celles d'emprisonnement d'un à trois ans et d'amende de douze à vingt-quatre mois.

Article 518

Ceux qui par leur concours économique ou de quelque autre façon que ce soit, dans tous les cas relevés, favorisent la fondation, l'organisation ou l'activité des associations qui entrent dans le champ des numéros 1° et 3° à 5° de l'article 515, seront passibles des peines d'emprisonnement d'un à trois ans, d'amende de douze à vingt-quatre mois, et d'incapacité spéciale d'emploi ou charge publique d'une durée d'un à quatre ans.

Article 519

La provocation, la conspiration, et la proposition en vue de commettre le délit d'association illicite, seront punies de la peine inférieure d'un ou deux degrés à celle qui correspond, respectivement, aux faits prévus dans les articles précédents.

Article 520

Les Juges ou Tribunaux, dans les cas prévus à l'article 517, prononceront la dissolution de l'association illicite, et éventuellement, toute autre des conséquences prévues à l'article 129 du présent Code.

Article 521

Lorsqu'il y a délit d'association illicite, si le coupable est une autorité, un représentant de celle-ci ou un fonctionnaire public, on appliquera, en plus des peines prévues, celle de l'incapacité absolue de dix à quinze ans.

Section 2ème. Des délits contre la liberté de conscience, les sentiments religieux et le respect envers les défunts

Article 522

Seront passibles d'une peine d'amende de quatre à dix mois :

1° Ceux qui au moyen de violence, intimidation, force ou toute autre forme de contrainte illégitime, empêchent un membre ou des membres d'une confession religieuse de pratiquer les activités qui sont le propre des croyances qu'ils professent, ou d'assister à celles-ci.

2° Ceux qui par les mêmes moyens forceront une ou d'autres personnes à pratiquer des activités de culte ou des rites ou à y participer, ou à réaliser des actes qui sont le signe que l'on adhère ou que l'on n'adhère pas à une religion, ou à faire changer d'avis ceux qui adhèrent.

Article 523

Celui qui, avec violence, menace, tumulte ou voies de fait, aura empêché ou interrompu ou perturbé les activités, fêtes, cérémonies, ou manifestations des confessions religieuses inscrites au registre public destiné à cet effet au Ministère de la Justice et de l'Intérieur, sera puni de la peine d'emprisonnement de six mois à six ans, si le fait a été commis dans un lieu destiné au culte et d'une peine d'amende de quatre à dix mois s'il se réalise en tout autre lieu.

Article 524

Celui qui dans un temple, un lieu destiné au culte, ou lors de cérémonies religieuses, aura exécuté des actes de profanation, en atteinte à des sentiments religieux légalement protégés, sera puni de la peine d'emprisonnement de six mois à un an ou d'une amende de quatre à dix mois.

Article 525

1. Seront passibles d'une peine d'amende de huit à douze mois ceux qui, dans le but d'offenser les sentiments des membres d'une confession religieuse, ont publiquement, par des paroles, par écrit ou moyennant tout autre type de document, bafoué leurs dogmes, croyances, rites ou cérémonies, ou raillé, de manière publique aussi, les adhérents ou pratiquants.

2. Les mêmes peines seront encourues par ceux qui, de manière publique, ont bafoué, en paroles ou par écrit, ceux qui n'adhèrent pas à une religion ou à une croyance quelconque.

Article 526

Celui qui, en manquant au respect dû à la mémoire des morts, aura violé les tombes ou sépultures, profané un cadavre ou ses cendres ou, avec une volonté d'outrage, détruit, altéré ou endommagé les urnes funéraires, les caveaux, dalles ou niches, sera puni de la peine d'arrêts de douze à vingt-quatre fins de semaine et d'une amende de trois à six mois.

2. Législation relative à la protection juridique du mineur (en espagnol)

a) Ley organica 1/1996, de 15 de enero, de proteccion juridica del menor, de modificacion parcial del codigo civil y de la ley de enjuiciamiento civil

EXPOSICION DE MOTIVOS

1 La Constitución Española de 1978 al enumerar, en el capítulo III del Título I, los principios rectores de la política social y económica, hace mención en primer lugar a la obligación de los Poderes Públicos de asegurar la protección social, económica y jurídica de la familia y dentro de ésta, con carácter singular, la de los menores.

Esta preocupación por dotar al menor de un adecuado marco jurídico de protección trasciende también de diversos Tratados Internacionales ratificados en los últimos años por España y, muy especialmente, de la Convención de Derechos del Niño, de Naciones Unidas, de 20 de noviembre de 1989, ratificada por España el 30 de noviembre de 1990, que marca el inicio de una nueva filosofía en relación con el menor, basada en un mayor reconocimiento del papel que éste desempeña en la sociedad y en la exigencia de un mayor protagonismo para el mismo. Esta necesidad ha sido compartida por otras instancias internacionales, como el Parlamento Europeo que, a través de la Resolución A 3-0172/1992, aprobó la Carta Europea de los Derechos del Niño.

Consecuente con el mandato constitucional y con la tendencia general apuntada, se ha llevado a cabo, en los últimos años, un importante proceso de renovación de nuestro ordenamiento jurídico en materia de menores. Primero fue la Ley 11/1981, de 13 de mayo, de modificación de la Filiación, Patria Potestad y Régimen Económico del Matrimonio, que suprimió la distinción entre filiación legítima e ilegítima, equiparó al padre y a la madre a efectos del ejercicio de la patria potestad e introdujo la investigación de la paternidad. Después se han promulgado, entre otras, las Leyes 13/1983, de 24 de octubre, sobre la tutela; la Ley 21/1987, de 11 de noviembre, por la que se modifican determinados artículos del Código Civil y de la Ley de Enjuiciamiento Civil en materia de adopción; la Ley Orgánica 5/1988, de 9 de junio, sobre exhibicionismo y provocación sexual en relación con los menores; la Ley Orgánica 4/1992, de 5 de junio, sobre reforma de la Ley reguladora de la competencia y el procedimiento de los Juzgados de Menores; y la Ley 25/1994, de 12 de julio, por la que se incorpora al ordenamiento jurídico español la Directiva 89/552/CEE, sobre la coordinación de disposiciones legales reglamentarias y administrativas de los Estados miembros relativas al ejercicio de actividades de radiodifusión televisiva. De las Leyes citadas, la 21/1987, de 11 de noviembre, es la que, sin duda, ha introducido cambios más sustanciales en el ámbito de la protección del menor. A raíz de la misma, el anticuado concepto de abandono fue sustituido por la institución del desamparo, cambio que ha dado lugar a una considerable agilización de los procedimientos de protección del menor al permitir la asunción automática, por parte de la entidad pública competente, de la tutela de aquél en los supuestos de desprotección grave del mismo. Asimismo, introdujo la consideración de la adopción como un elemento de plena integración familiar, la configuración del acogimiento familiar como una nueva institución de protección del menor, la generalización del interés superior del menor como principio inspirador de todas las actuaciones relacionadas con

aquél, tanto administrativas como judiciales; y el incremento de las facultades del Ministerio Fiscal en relación con los menores, así como de sus correlativas obligaciones.

No obstante, y pese al indudable avance que esta Ley supuso y a las importantes innovaciones que introdujo, su aplicación ha ido poniendo de manifiesto determinadas lagunas, a la vez que el tiempo transcurrido desde su promulgación ha hecho surgir nuevas necesidades y demandas en la sociedad. Numerosas instituciones, tanto públicas como privadas -las dos Cámaras Parlamentarias, el Defensor del Pueblo, el Fiscal General del Estado y diversas asociaciones relacionadas con los menores-, se han hecho eco de estas demandas, trasladando al Gobierno la necesidad de adecuar el ordenamiento a la realidad de nuestra sociedad actual.

La presente Ley pretende ser la primera respuesta a estas demandas, abordando una reforma en profundidad de las tradicionales instituciones de protección del menor reguladas en el Código Civil. En este sentido -y aunque el núcleo central de la Ley lo constituye, como no podía ser de otra forma, la modificación de los correspondientes preceptos del citado Código-, su contenido trasciende los límites de éste para construir un amplio marco jurídico de protección que vincula a todos los Poderes Públicos, a las instituciones específicamente relacionadas con los menores, a los padres y familiares y a los ciudadanos en general. Las transformaciones sociales y culturales operadas en nuestra sociedad han provocado un cambio en el status social del niño y como consecuencia de ello se ha dado un nuevo enfoque a la construcción del edificio de los derechos humanos de la infancia.

Este enfoque reformula la estructura del derecho a la protección de la infancia vigente en España y en la mayoría de los países desarrollados desde finales del siglo XX, y consiste fundamentalmente en el reconocimiento pleno de la titularidad de derechos en los menores de edad y de una capacidad progresiva para ejercerlos.

El desarrollo legislativo postconstitucional refleja esta tendencia, introduciendo la condición de sujeto de derechos a las personas menores de edad. Así, el concepto «ser escuchado si tuviere suficiente juicio» se ha ido trasladando a todo el ordenamiento jurídico en todas aquellas cuestiones que le afectan. Este concepto introduce la dimensión del desarrollo evolutivo en el ejercicio directo de sus derechos.

Las limitaciones que pudieran derivarse del hecho evolutivo deben interpretarse de forma restrictiva. Más aún, esas limitaciones deben centrarse más en los procedimientos, de tal manera que se adoptarán aquéllos que sean más adecuados a la edad del sujeto.

El ordenamiento jurídico, y esta Ley en particular, va reflejando progresivamente una concepción de las personas menores de edad como sujetos activos, participativos y creativos, con capacidad de modificar su propio medio personal y social; de participar en la búsqueda y satisfacción de sus necesidades y en la satisfacción de las necesidades de los demás.

El conocimiento científico actual nos permite concluir que no existe una diferencia tajante entre las necesidades de protección y las necesidades relacionadas con la autonomía del sujeto, sino que la mejor forma de garantizar social y jurídicamente la protección a la infancia es promover su autonomía como sujetos. De esta manera podrán ir construyendo progresivamente una percepción de control acerca de su situación personal y de su proyección de futuro. Este es el punto crítico de todos los sistemas de protección a la infancia en la actualidad. Y, por lo tanto, es el reto para todos los ordenamientos jurídicos y los dispositivos de promoción y protección de las personas menores de edad.

Esta es la concepción del sujeto sobre la que descansa la presente Ley: las necesidades de los menores como eje de sus derechos y de su protección. El Título I comienza enunciando un reconocimiento general de derechos contenidos en los Tratados Internacionales de los que España es parte, que además deben ser utilizados como mecanismo de interpretación de las distintas normas de aplicación a las personas menores de edad. Por otra parte, del conjunto de derechos de los menores, se ha observado la necesidad de matizar algunos de ellos, combinando, por una parte, la posibilidad de su ejercicio con la necesaria protección que, por razón de la edad, los menores merecen.

Así, con el fin de reforzar los mecanismos de garantía previstos en la Ley Orgánica 1/1982, de 5 de mayo, de Protección Civil del Derecho al Honor, a la Intimidad Personal y Familiar y a la Propia Imagen, se prohíbe la difusión de datos o imágenes referidos a menores de edad en los medios de comunicación cuando sea contrario a su interés, incluso cuando conste el consentimiento del menor. Con ello se pretende proteger al menor, que puede ser objeto de manipulación incluso por sus propios representantes legales o grupos en que se mueve. Completa esta modificación la legitimación activa al Ministerio Fiscal. El derecho a la participación de los menores también se ha recogido expresamente en el articulado, con referencia al derecho a formar parte de asociaciones y a promover asociaciones infantiles y juveniles, con ciertos requisitos, que se completa con el derecho a participar en reuniones públicas y manifestaciones pacíficas, estableciéndose el requisito de la autorización de los padres, tutores o guardadores.

La Ley regula los principios generales de actuación frente a situaciones de desprotección social, incluyendo la obligación de la entidad pública de investigar los hechos que conozca para corregir la situación mediante la intervención de los Servicios Sociales o, en su caso, asumiendo la tutela del menor por ministerio de la ley. De igual modo, se establece la obligación de toda persona que detecte una situación de riesgo o posible desamparo de un menor, de prestarle auxilio inmediato y de comunicar el hecho a la autoridad o sus agentes más próximos. Con carácter específico se prevé, asimismo, el deber de los ciudadanos de comunicar a las autoridades públicas competentes la ausencia del menor, de forma habitual o sin justificación, del centro escolar.

De innovadora se puede calificar la distinción, dentro de las situaciones de desprotección social del menor, entre situaciones de riesgo y de desamparo que dan lugar a un grado distinto de intervención de la entidad pública. Mientras en las situaciones de riesgo, caracterizadas por la existencia de un perjuicio para el menor que no alcanza la gravedad suficiente para justificar su separación del núcleo familiar, la citada intervención se limita a intentar eliminar, dentro de la institución familiar, los factores de riesgo, en las situaciones de desamparo, donde la gravedad de los hechos aconseja la extracción del menor de la familia, aquella se concreta en la asunción por la entidad pública de la tutela del menor y la consiguiente suspensión de la patria potestad o tutela ordinaria. Subyace a lo largo de la Ley una preocupación basada en la experiencia extraída de la aplicación de la Ley 21/1987, por agilizar y clarificar los trámites de los procedimientos administrativos y judiciales que afectan al menor, con la finalidad de que éste no quede indefenso o desprotegido en ningún momento. Esta es la razón por la que, además de establecerse como principio general, el de que toda actuación habrá de tener fundamentalmente en cuenta el interés del menor y no interferir en su vida escolar, social o laboral, se determina que las resoluciones que aprecien la existencia de la situación de desamparo deberán notificarse a los padres, tutores y guardadores, en un plazo

de cuarenta y ocho horas, informándoles, asimismo, y, a ser posible, de forma presencial y de modo claro y comprensible, de las causas que dieron lugar a la intervención de la Administración y de los posibles efectos de la decisión adoptada.

Respecto a las medidas que los Jueces pueden adoptar para evitar situaciones perjudiciales para los hijos, que contempla actualmente el Código Civil en el artículo 158, se amplían a todos los menores, y a situaciones que exceden del ámbito de las relaciones paterno-filiales, haciéndose extensivas a las derivadas de la tutela y de la guarda, y se establece la posibilidad de que el Juez las adopte con carácter cautelar al inicio o en el curso de cualquier proceso civil o penal.

En definitiva, se trata de consagrar un principio de agilidad e inmediatez en todos los procedimientos tanto administrativos como judiciales que afectan a menores para evitar perjuicios innecesarios que puedan derivar de la rigidez de aquéllos. Mención especial merece el acogimiento familiar, figura que introdujo la Ley 21/1987. Este puede constituirse por la entidad pública competente cuando concurre el consentimiento de los padres. En otro caso, debe dirigirse al Juez para que sea éste quien constituya el acogimiento. La aplicación de este precepto ha obligado, hasta ahora, a las entidades públicas a internar a los menores en algún centro, incluso en aquellos casos en los que la familia extensa ha manifestado su intención de acoger al menor, por no contar con la voluntad de los padres con el consiguiente perjuicio psicológico y emocional que ello lleva consigo para los niños, que se ven privados innecesariamente de la permanencia en un ambiente familiar. Para remediar esta situación, la presente Ley recoge la posibilidad de que la entidad pública pueda acordar en interés del menor un acogimiento provisional en familia. Este podrá ser acordado por la entidad pública cuando los padres no consientan o se opongan al acogimiento, y subsistirá mientras se tramita el necesario expediente, en tanto no se produzca resolución judicial. De esta manera, se facilita la constitución del acogimiento de aquellos niños sobre los que sus padres han mostrado el máximo desinterés. Hasta ahora, la legislación concebía el acogimiento como una situación temporal y por tanto la regulación del mismo no hacía distinciones respecto a las distintas circunstancias en que podía encontrarse el menor, dando siempre a la familia acogedora una autonomía limitada en cuanto al cuidado del menor. Una reflexión que actualmente se está haciendo en muchos países es si las instituciones jurídicas de protección de menores dan respuesta a la diversidad de situaciones de desprotección en la que éstos se encuentran. La respuesta es que tanto la diversificación de instituciones jurídicas como la flexibilización de las prácticas profesionales, son indispensables para mejorar cualitativamente los sistemas de protección a la infancia. Esta Ley opta en esta dirección, flexibilizando la acogida familiar y adecuando el marco de relaciones entre los acogedores y el menor acogido en función de la estabilidad de la acogida. Atendiendo a la finalidad del mismo, se recogen tres tipos de acogimiento. Junto al acogimiento simple, cuando se dan las condiciones de temporalidad, en las que es relativamente previsible el retorno del menor a su familia, se introduce la posibilidad de constituirlo con carácter permanente, en aquellos casos en los que la edad u otras circunstancias del menor o su familia aconsejan dotarlo de una mayor estabilidad, ampliando la autonomía de la familia acogedora respecto a las funciones derivadas del cuidado del menor, mediante la atribución por el Juez de aquellas facultades de la tutela que faciliten el desempeño de sus responsabilidades. También se recoge expresamente la modalidad del acogimiento preadoptivo que en la Ley 21/1987 aparecía únicamente en la exposición de motivos, y que también existe en otras legislaciones. Esta Ley prevé la posibilidad de establecer un período preadoptivo, a través de la formalización de un

acogimiento con esta finalidad, bien sea porque la entidad pública eleve la propuesta de adopción de un menor o cuando considere necesario establecer un período de adaptación del menor a la familia antes de elevar al Juez dicha propuesta. Con ello, se subsanan las insuficiencias de que adolecía el artículo 173.1 del Código Civil diferenciando entre los distintos tipos de acogimiento en función de que la situación de la familia pueda mejorar y que el retorno del menor no implique riesgos para éste, que las circunstancias aconsejen que se constituya con carácter permanente, o que convenga constituirlo con carácter preadoptivo. También se contemplan los extremos que deben recogerse en el documento de formalización que el Código Civil exige. En materia de adopción, la Ley introduce la exigencia del requisito de idoneidad de los adoptantes, que habrá de ser apreciado por la entidad pública, si es ésta la que formula la propuesta, o directamente por el Juez, en otro caso. Este requisito, si bien no estaba expresamente establecido en nuestro derecho positivo, su exigencia aparece explícitamente en la Convención de los Derechos del Niño y en el Convenio de La Haya sobre protección de menores y cooperación en materia de adopción internacional y se tenía en cuenta en la práctica en los procedimientos de selección de familias adoptantes.

La Ley aborda la regulación de la adopción internacional. En los últimos años se ha producido un aumento considerable de las adopciones de niños extranjeros por parte de adoptantes españoles. En el momento de la elaboración de la Ley 21/1987 no era un fenómeno tan extendido y no había suficiente perspectiva para abordarlo en dicha reforma. La Ley diferencia las funciones que han de ejercer directamente las entidades públicas de aquellas funciones de mediación que puedan delegar en agencias privadas que gocen de la correspondiente acreditación. Asimismo, establece las condiciones y requisitos para la acreditación de estas agencias, entre los que es de destacar la ausencia de fin de lucro por parte de las mismas. Además se modifica el artículo 9.5 del Código Civil estableciendo la necesidad de la idoneidad de los adoptantes para la eficacia en nuestro país de las adopciones constituidas en el extranjero, dando de esta manera cumplimiento al compromiso adquirido en el momento de la ratificación de la Convención de Derechos del Niño de Naciones Unidas que obliga a los Estados Parte a velar porque los niños o niñas que sean adoptados en otro país gocen de los mismos derechos que los nacionales en la adopción. Finalmente, se abordan también en la presente Ley algunos aspectos de la tutela, desarrollando aquellos artículos del Código Civil que requieren matizaciones cuando afecten a menores de edad. Así, la tutela de un menor de edad debe tender, cuando sea posible, a la integración del menor en la familia del tutor. Además se introduce como causa de remoción la existencia de graves y reiterados problemas de convivencia y se da en este procedimiento audiencia al menor. En todo el texto aparece reforzada la intervención del Ministerio Fiscal, siguiendo la tendencia iniciada con la Ley 21/1987, ampliando los cauces de actuación de esta institución, a la que, por su propio Estatuto, corresponde la representación de los menores e incapaces que carezcan de representación legal. Otra cuestión que se aborda en la Ley es el internamiento del menor en centro psiquiátrico y que con el objetivo de que se realice con las máximas garantías por tratarse de un menor de edad, se somete a la autorización judicial previa y a las reglas del artículo 211 del Código Civil, con informe preceptivo del Ministerio Fiscal, equiparando, a estos efectos, el menor al presunto incapaz y no considerando válido el consentimiento de sus padres para que el internamiento se considere voluntario, excepción hecha del internamiento de urgencia.

La Ley pretende ser respetuosa con el reparto constitucional y estatutario de competencias entre Estado y Comunidades Autónomas. En este sentido, la Ley regula

aspectos relativos a la legislación civil y procesal y a la Administración de Justicia, para los que goza de habilitación constitucional específica en los apartados 5.º, 6.º y 8.º del artículo 149.1. No obstante, se dejan a salvo, en una disposición final específica, las competencias de las Comunidades Autónomas que dispongan de Derecho Civil, Foral o especial propio, para las que la Ley se declara subsidiaria respecto de las disposiciones específicas vigentes en aquéllas. Asimismo, cuando se hace referencia a competencias de carácter administrativo, se especifica que las mismas corresponden a las Comunidades Autónomas y a las ciudades de Ceuta y Melilla, de conformidad con el reparto constitucional de competencias y las asumidas por aquéllas en sus respectivos Estatutos.

Por último se incorpora a la Ley la modificación de una serie de artículos del Código Civil con el fin de depurar los desajustes gramaticales y de contenido producidos por las sucesivas reformas parciales operadas en el Código. Al margen de otras reformas que tan sólo afectaron tangencialmente a la institución de la tutela, la Ley 13/1983, de 24 de octubre, modificó el Título X del Libro I del Código Civil, rubricado «De la tutela, de la curatela y de la guarda de los menores o incapacitados» y mejoró el régimen de la tutela ordinaria que ya contemplaba el Código Civil. Asimismo, la Ley 21/1987, de 11 de noviembre, dio una nueva redacción a los artículos que regulan la tutela asumida por ministerio de la ley por las entidades públicas y cuya reforma ahora se aborda. La coexistencia de estas dos vertientes de la institución de la tutela demanda una armonía interna en el Código Civil que la Sección Primera, de Derecho Privado, de la Comisión General de Codificación ha cubierto a través de la modificación de los artículos citados que, tras la reforma de 1983, ya resultaban incoherentes o de compleja aplicación práctica.

De este modo, y dado que la Ley tiene como objetivo básico la protección de los menores de edad a través de la tutela administrativa se ha incorporado la modificación de otros artículos en su gran mayoría conexos con esta materia.

b) Ley organica 1/1996, de 15 de enero, de proteccion juridica del menor, de modificacion parcial del codigo civil y de la ley de enjuiciamiento civil

TITULO PRIMERO De los derechos de los menores

CAPITULO I Ambito y principios generales

Artículo 1.º Ambito de aplicación. La presente Ley y sus disposiciones de desarrollo son de aplicación a los menores de dieciocho años que se encuentren en territorio español, salvo que en virtud de la ley que les sea aplicable hayan alcanzado anteriormente la mayoría de edad.

Art. 2.º Principios generales. En la aplicación de la presente Ley primará el interés superior de los menores sobre cualquier otro interés legítimo que pudiera concurrir. Asimismo, cuantas medidas se adopten al amparo de la presente Ley deberán tener un carácter educativo. Las limitaciones a la capacidad de obrar de los menores se interpretarán de forma restrictiva.

CAPITULO II Derechos del menor.

Art. 3.º Referencia a Instrumentos Internacionales. Los menores gozarán de los derechos que les reconoce la Constitución y los Tratados Internacionales de los que España sea parte, especialmente la Convención de Derechos del Niño de Naciones Unidas y los demás derechos garantizados en el ordenamiento jurídico, sin discriminación alguna por razón de nacimiento, nacionalidad, raza, sexo, deficiencia o enfermedad, religión, lengua, cultura, opinión o cualquier otra circunstancia personal, familiar o social. La presente Ley, sus normas de desarrollo y demás disposiciones legales relativas a las personas menores de edad, se interpretarán de conformidad con los Tratados Internacionales de los que España sea parte y, especialmente, de acuerdo con la Convención de los Derechos del Niño de Naciones Unidas de 20 de noviembre de 1989. Los poderes públicos garantizarán el respeto de los derechos de los menores y adecuarán sus actuaciones a la presente Ley y a la mencionada normativa internacional.

Art. 4.º Derecho al honor, a la intimidad y a la propia imagen.

1. Los menores tienen derecho al honor, a la intimidad personal y familiar y a la propia imagen. Este derecho comprende también la inviolabilidad del domicilio familiar y de la correspondencia, así como del secreto de las comunicaciones.

2. La difusión de información o la utilización de imágenes o nombre de los menores en los medios de comunicación que puedan implicar una intromisión ilegítima en su intimidad, honra o reputación, o que sea contraria a sus intereses, determinará la intervención del Ministerio Fiscal, que instará de inmediato las medidas cautelares y de protección previstas en la Ley y solicitará las indemnizaciones que correspondan por los perjuicios causados.

3. Se considera intromisión ilegítima en el derecho al honor, a la intimidad personal y familiar y a la propia imagen del menor, cualquier utilización de su imagen o su nombre en los medios de comunicación que pueda implicar menoscabo de su honra o reputación, o que sea contraria a sus intereses incluso si consta el consentimiento del menor o de sus representantes legales.

4. Sin perjuicio de las acciones de las que sean titulares los representantes legales del menor, corresponde en todo caso al Ministerio Fiscal su ejercicio, que podrá actuar de oficio o a instancia del propio menor o de cualquier persona interesada, física, jurídica o entidad pública.

5. Los padres o tutores y los poderes públicos respetarán estos derechos y los protegerán frente a posibles ataques de terceros.

Art. 5.º Derecho a la información.

1. Los menores tienen derecho a buscar, recibir y utilizar la información adecuada a su desarrollo. 2. Los padres o tutores y los poderes públicos velarán porque la información que reciban los menores sea veraz, plural y respetuosa con los principios constitucionales.

3. Las Administraciones públicas incentivarán la producción y difusión de materiales informativos y otros destinados a los menores, que respeten los criterios enunciados, al mismo tiempo que facilitarán el acceso de los menores a los servicios de información, documentación, bibliotecas y demás servicios culturales. En particular, velarán porque los medios de comunicación en sus mensajes dirigidos a menores promuevan los valores de

igualdad, solidaridad y respeto a los demás, eviten imágenes de violencia, explotación en las relaciones interpersonales o que reflejen un trato degradante o sexista.

4. Para garantizar que la publicidad o mensajes dirigidos a menores o emitidos en la programación dirigida a éstos, no les perjudique moral o físicamente, podrá ser regulada por normas especiales. 5. Sin perjuicio de otros sujetos legitimados, corresponde en todo caso al Ministerio Fiscal y a las Administraciones públicas competentes en materia de protección de menores el ejercicio de las acciones de cese y rectificación de publicidad ilícita.

Art. 6.º Libertad ideológica.

1. El menor tiene derecho a la libertad de ideología, conciencia y religión.

2. El ejercicio de los derechos dimanantes de esta libertad tiene únicamente las limitaciones prescritas por la Ley y el respeto de los derechos y libertades fundamentales de los demás.

3. Los padres o tutores tienen el derecho y el deber de cooperar para que el menor ejerza esta libertad de modo que contribuya a su desarrollo integral.

Art. 7.º Derecho de participación, asociación y reunión.

1. Los menores tienen derecho a participar plenamente en la vida social, cultural, artística y recreativa de su entorno, así como a una incorporación progresiva a la ciudadanía activa. Los poderes públicos promoverán la constitución de órganos de participación de los menores y de las organizaciones sociales de infancia.

2. Los menores tienen el derecho de asociación que, en especial, comprende:

a) El derecho a formar parte de asociaciones y organizaciones juveniles de los partidos políticos y sindicatos, de acuerdo con la Ley y los Estatutos.

b) El derecho a promover asociaciones infantiles y juveniles e inscribirlas de conformidad con la Ley. Los menores podrán formar parte de los órganos directivos de estas asociaciones. Para que las asociaciones infantiles y juveniles puedan obligarse civilmente, deberán haber nombrado, de acuerdo con sus Estatutos, un representante legal con plena capacidad. Cuando la pertenencia de un menor o de sus padres a una asociación impida o perjudique al desarrollo integral del menor, cualquier interesado, persona física o jurídica, o entidad pública, podrá dirigirse al Ministerio Fiscal para que promueva las medidas jurídicas de protección que estime necesarias.

3. Los menores tienen derecho a participar en reuniones públicas y manifestaciones pacíficas, convocadas en los términos establecidos por la Ley. En iguales términos, tienen también derecho a promoverlas y convocarlas con el consentimiento expreso de sus padres, tutores o guardadores.

Art. 8.º Derecho a la libertad de expresión.

1. Los menores gozan del derecho a la libertad de expresión en los términos constitucionalmente previstos. Esta libertad de expresión tiene también su límite en la protección de la intimidad y la imagen del propio menor recogida en el artículo 4.º de esta Ley.

2. En especial, el derecho a la libertad de expresión de los menores se extiende:

a) A la publicación y difusión de sus opiniones.

b) A la edición y producción de medios de difusión.

c) Al acceso a las ayudas que las Administraciones públicas establezcan con tal fin.

3. El ejercicio de este derecho podrá estar sujeto a las restricciones que prevea la Ley para garantizar el respeto de los derechos de los demás o la protección de la seguridad, salud, moral u orden público.

Art. 9.º Derecho a ser oído.

1. El menor tiene derecho a ser oído, tanto en el ámbito familiar como en cualquier procedimiento administrativo o judicial en que esté directamente implicado y que conduzca a una decisión que afecte a su esfera personal, familiar o social. En los procedimientos judiciales, las comparecencias del menor se realizarán de forma adecuada a su situación y al desarrollo evolutivo de éste, cuidando de preservar su intimidad.

2. Se garantizará que el menor pueda ejercitar este derecho por sí mismo o a través de la persona que designe para que le represente, cuando tenga suficiente juicio. No obstante, cuando ello no sea posible o no convenga al interés del menor, podrá conocerse su opinión por medio de sus representantes legales, siempre que no sean parte interesada ni tengan intereses contrapuestos a los del menor, o a través de otras personas que por su profesión o relación de especial confianza con él puedan transmitirla objetivamente.

3. Cuando el menor solicite ser oído directamente o por medio de persona que le represente, la denegación de la audiencia será motivada y comunicada al Ministerio Fiscal y a aquéllos.

CAPITULO III Medidas y principios rectores de la acción administrativa

Art. 10. Medidas para facilitar el ejercicio de los derechos.

1. Los menores tienen derecho a recibir de las Administraciones públicas la asistencia adecuada para el efectivo ejercicio de sus derechos y que se garantice su respeto.

2. Para la defensa y garantía de sus derechos el menor puede:

a) Solicitar la protección y tutela de la entidad pública competente.

b) Poner en conocimiento del Ministerio Fiscal las situaciones que considere que atentan contra sus derechos con el fin de que éste promueva las acciones oportunas.

c) Plantear sus quejas ante el Defensor del Pueblo. A tal fin, uno de los Adjuntos de dicha institución se hará cargo de modo permanente de los asuntos relacionados con los menores.

d) Solicitar los recursos sociales disponibles de las Administraciones públicas.

3. Los menores extranjeros que se encuentren en España tienen derecho a la educación. Tienen derecho a la asistencia sanitaria y a los demás servicios públicos los menores extranjeros que se hallen en situación de riesgo o bajo la tutela o guarda de la Administración pública competente, aun cuando no residieran legalmente en España.

4. Una vez constituida la guarda o tutela a que se refiere el apartado anterior de este artículo, la Administración pública competente facilitará a los menores extranjeros la documentación acreditativa de su situación, en los términos que reglamentariamente se determinen.

Art. 11. Principios rectores de la acción administrativa.

1. Las Administraciones públicas facilitarán a los menores la asistencia adecuada para el ejercicio de sus derechos. Las Administraciones públicas, en los ámbitos que les son propios articularán políticas integrales encaminadas al desarrollo de la infancia por medio de los medios oportunos, de modo muy especial, cuanto se refiera a los derechos enumerados en esta Ley. Los menores tienen derecho a acceder a tales servicios por sí mismos o a través de sus padres o tutores o instituciones en posición equivalente, quienes a su vez, tienen el deber de utilizarlos en beneficio de los menores. Se impulsarán políticas compensatorias dirigidas a corregir las desigualdades sociales. En todo caso, el contenido esencial de los derechos del menor no podrá quedar afectado por falta de recursos sociales básicos. Las Administraciones públicas deberán tener en cuenta las necesidades del menor al ejercer sus competencias, especialmente en materia de control sobre productos alimenticios, consumo, vivienda, educación, sanidad, cultura, deporte, espectáculos, medios de comunicación, transportes y espacios libres en las ciudades. Las Administraciones públicas tendrán particularmente en cuenta la adecuada regulación y supervisión de aquellos espacios, centros y servicios, en los que permanecen habitualmente niños y niñas, en lo que se refiere a sus condiciones físico-ambientales, higiénico-sanitarias y de recursos humanos y a sus proyectos educativos, participación de los menores y demás condiciones que contribuyan a asegurar sus derechos.

2. Serán principios rectores de la actuación de los poderes públicos, los siguientes:

- a) La supremacía del interés del menor.
- b) El mantenimiento del menor en el medio familiar de origen salvo que no sea conveniente para su interés.
- c) Su integración familiar y social.
- d) La prevención de todas aquellas situaciones que puedan perjudicar su desarrollo personal.
- e) Sensibilizar a la población ante situaciones de indefensión del menor.
- f) Promover la participación y la solidaridad social.
- g) La objetividad, imparcialidad y seguridad jurídica en la actuación protectora garantizando el carácter colegiado e interdisciplinar en la adopción de medidas. Exposición de motivos

TITULO I: De los derechos de los menores

TITULO II: Actuaciones en situación de desprotección social

TITULO III Actuaciones en situación de desprotección social del menor e instituciones de protección de menores

CAPITULO I Actuaciones en situaciones de desprotección social del menor

Art. 12. Actuaciones de protección.

1. La protección del menor por los poderes públicos se realizará mediante la prevención y reparación de situaciones de riesgo, con el establecimiento de los servicios adecuados para tal fin, el ejercicio de la guarda, y, en los casos de desamparo, la asunción de la tutela por ministerio de la Ley.

2. Los poderes públicos velarán para que los padres, tutores o guardadores desarrollen adecuadamente sus responsabilidades, y facilitarán servicios accesibles en todas las áreas que afectan al desarrollo del menor.

Art. 13. Obligaciones de los ciudadanos y deber de reserva.

1. Toda persona o autoridad, y especialmente aquellos que por su profesión o función, detecten una situación de riesgo o posible desamparo de un menor, lo comunicarán a la autoridad o sus agentes más próximos, sin perjuicio de prestarle el auxilio inmediato que precise.

2. Cualquier persona o autoridad que tenga conocimiento de que un menor no está escolarizado o no asiste al centro escolar de forma habitual y sin justificación, durante el período obligatorio, deberá ponerlo en conocimiento de las autoridades públicas competentes, que adoptarán las medidas necesarias para su escolarización.

3. Las autoridades y las personas que por su profesión o función conozcan el caso actuarán con la debida reserva. En las actuaciones se evitará toda interferencia innecesaria en la vida del menor.

Art. 14. Atención inmediata.

Las autoridades y servicios públicos tienen obligación de prestar la atención inmediata que precise cualquier menor, de actuar si corresponde a su ámbito de competencias o de dar traslado en otro caso al órgano competente y de poner los hechos en conocimiento de los representantes legales del menor, o cuando sea necesario, del Ministerio Fiscal.

Art. 15. Principio de colaboración.

En toda intervención se procurará contar con la colaboración del menor y su familia y no interferir en su vida escolar, social o laboral.

Art. 16. Evaluación de la situación.

Las entidades públicas competentes en materia de protección de menores estarán obligadas a verificar la situación denunciada y a adoptar las medidas necesarias para resolverla en función del resultado de aquella actuación.

Art. 17. Actuaciones en situaciones de riesgo.

En situaciones de riesgo de cualquier índole que perjudiquen el desarrollo personal o social del menor, que no requieran la asunción de la tutela por ministerio de la Ley, la actuación de los poderes públicos deberá garantizar en todo caso los derechos que le asisten y se orientará a disminuir los factores de riesgo y dificultad social que incidan en la situación personal y social en que se encuentra y a promover los factores de protección del menor y su familia. Una vez apreciada la situación de riesgo, la entidad pública competente en materia de protección de menores pondrá en marcha las actuaciones pertinentes para reducirla y realizará el seguimiento de la evolución del menor en la familia.

Art. 18. Actuaciones en situación de desamparo.

1. Cuando la entidad pública competente considere que el menor se encuentra en situación de desamparo, actuará en la forma prevista en el artículo 172 y siguientes del Código Civil, asumiendo la tutela de aquél, adoptando las oportunas medidas de protección y poniéndolo en conocimiento del Ministerio Fiscal.

2. Cada entidad pública designará el órgano que ejercerá la tutela de acuerdo con sus estructuras orgánicas de funcionamiento.

Art. 19. Guarda de menores.

Además de la guarda de los menores tutelados por encontrarse en situación de desamparo, la entidad pública podrá asumir la guarda en los términos previstos en el artículo 172 del Código Civil, cuando los padres o tutores no puedan cuidar de un menor o cuando así lo acuerde el Juez en los casos en que legalmente proceda.

Art. 20. Acogimiento familiar. El acogimiento familiar, de acuerdo con su finalidad y con independencia del procedimiento en que se acuerde, revestirá las modalidades establecidas en el Código Civil.

Art. 21. Servicios especializados.

1. Cuando la entidad pública acuerde la acogida residencial de un menor, teniendo en cuenta que es necesario que tenga una experiencia de vida familiar, principalmente en la primera infancia, procurará que el menor permanezca internado durante el menor tiempo posible, salvo que convenga al interés del menor.

2. Todos los servicios, hogares funcionales o centros dirigidos a menores, deberán estar autorizados y acreditados por la entidad pública. La entidad pública regulará de manera diferenciada el régimen de funcionamiento de los servicios especializados y los inscribirá en el registro correspondiente a las entidades y servicios de acuerdo con sus disposiciones, prestando especial atención a la seguridad, sanidad, número y cualificación profesional de su personal, proyecto educativo, participación de los menores en su funcionamiento interno, y demás condiciones que contribuyan a asegurar sus derechos.

3. A los efectos de asegurar la protección de los derechos de los menores, la entidad pública competente en materia de protección de menores deberá realizar la inspección y supervisión de los centros y servicios semestralmente y siempre que así lo exijan las circunstancias.

4. Asimismo, el Ministerio Fiscal deberá ejercer su vigilancia sobre todos los centros que acogen menores.

Art. 22. Información a los familiares.

La entidad pública que tenga menores bajo su guarda o tutela deberá informar a los padres, tutores o guardadores sobre la situación de aquéllos cuando no exista resolución judicial que lo prohíba.

CAPITULO II De la tutela

Art. 23. Indices de tutelas.

Para el ejercicio de la función de vigilancia de la tutela que atribuyen al Ministerio Fiscal los artículos 174 y 232 del Código Civil, se llevará en cada Fiscalía un Índice de Tutelas de Menores.

CAPITULO III De la adopción

Art. 24. Adopción de menores.

La adopción se ajustará a lo establecido por la legislación civil aplicable.

Art. 25. Adopción internacional.

1. En materia de adopción internacional, corresponde a las entidades públicas:

a) La recepción y tramitación de las solicitudes, ya sea directamente o a través de entidades debidamente acreditadas.

b) La expedición, en todo caso, de los certificados de idoneidad y, cuando lo exija el país de origen del adoptando, la expedición del compromiso de seguimiento.

c) La acreditación, control, inspección y la elaboración de directrices de actuación de las entidades que realicen funciones de mediación en su ámbito territorial. Las funciones de mediación a realizar por las entidades acreditadas serán las siguientes:

- Información y asesoramiento a los interesados en materia de adopción internacional.

- Intervención en la tramitación de expedientes de adopción ante las autoridades competentes, tanto españolas como extranjeras.

- Asesoramiento y apoyo a los solicitantes de adopción en los trámites y gestiones que deben realizar en España y en el extranjero. Sólo podrán ser acreditadas las entidades sin ánimo de lucro inscritas en el registro correspondiente, que tengan como finalidad en sus estatutos la protección de menores, dispongan de los medios materiales y equipos pluridisciplinarios necesarios para el desarrollo de las funciones encomendadas y estén dirigidas y administradas por personas cualificadas por su integridad moral y por su formación en el ámbito de la adopción internacional. Las entidades públicas podrán retirar la acreditación concedida, mediante expediente contradictorio a aquellas entidades de mediación que dejen de cumplir las condiciones que motivaran su concesión o que infrinjan en su actuación el ordenamiento jurídico.

2. La comunicación entre las autoridades centrales españolas competentes y las autoridades competentes de otros Estados se coordinará de acuerdo con lo previsto en el Convenio relativo a la Protección del Niño y a la Cooperación en materia de Adopción Internacional, hecho en La Haya el 29 de mayo de 1993 y ratificado por España mediante Instrumento de 30 de junio de 1995.

3. En las adopciones internacionales nunca podrán producirse beneficios financieros distintos de aquéllos que fueran precisos para cubrir los gastos estrictamente necesarios.

4. Las entidades públicas competentes crearán un registro de reclamaciones formuladas por las personas que acudan a las entidades acreditadas de este artículo

DISPOSICIONES ADICIONALES

Primera. Se aplicarán las normas de la jurisdicción voluntaria a las actuaciones que se sigan:

1.º Para adoptar las medidas previstas en el artículo 158 del Código Civil.

2.º Contra las resoluciones que declaren el desamparo y la asunción de la tutela por ministerio de la Ley y la idoneidad de los solicitantes de adopción.

3.º Para cualesquiera otras reclamaciones frente a resoluciones de las entidades públicas que surjan con motivo del ejercicio de sus funciones en materia de tutela o guarda de

menores. En el indicado procedimiento, los recursos se admitirán, en todo caso en un solo efecto. Quedará siempre a salvo el ejercicio de las acciones en la vía judicial ordinaria.

Segunda.

Para la inscripción en el Registro español de las adopciones constituidas en el extranjero, el encargado del Registro apreciará la concurrencia de los requisitos del artículo 9.5 del Código Civil.

Tercera. Con excepción de las declaraciones de incapacidad y de prodigalidad, las demás actuaciones judiciales previstas en los Títulos IX y X del Libro I del Código Civil se ajustarán al procedimiento previsto para la jurisdicción voluntaria, con las siguientes particularidades:

1.^a Tanto el Juez como el Ministerio Fiscal actuarán de oficio en interés del menor o incapaz, adoptando y proponiendo las medidas, diligencias y pruebas que estimen oportunas. Suplirán la pasividad de los particulares y les asesorarán sobre sus derechos y sobre el modo de subsanar los defectos de sus solicitudes.

2.^a No será necesaria la intervención de Abogado ni de Procurador.

3.^a La oposición de algún interesado se ventilará en el mismo procedimiento, sin convertirlo en contencioso.

DISPOSICION TRANSITORIA

Unica.

Los procedimientos iniciados con anterioridad a la entrada en vigor de esta Ley se regirán por la normativa anterior.

DISPOSICION DEROGATORIA Unica.

Queda derogado el Decreto de 2 de julio de 1948 por el que se aprueba el texto refundido de la Legislación sobre Protección de Menores y cuantas normas se opongan a la presente Ley.

DISPOSICIONES FINALES

Primera.

El artículo 9.4 del Código Civil, tendrá la siguiente redacción: «El carácter y contenido de la filiación, incluida la adoptiva y las relaciones paterno-filiales, se regirán por la Ley personal del hijo y si no pudiera determinarse ésta, se estará a la de la residencia habitual del hijo.»

Segunda.

El artículo 9.5 del Código Civil, párrafos tercero, cuarto y quinto, tendrá la siguiente redacción: «Para la constitución de la adopción, los Cónsules españoles tendrán las mismas atribuciones que el Juez, siempre que el adoptante sea español y el adoptando esté domiciliado en la demarcación consular. La propuesta previa será formulada por la entidad pública correspondiente al último lugar de residencia del adoptante en España. Si el adoptante no tuvo residencia en España en los dos últimos años, no será necesaria propuesta previa, pero el Cónsul recabará de las autoridades del lugar de residencia de aquél informes suficientes para valorar su idoneidad. En la adopción constituida por la competente autoridad extranjera, la Ley del adoptando regirá en cuanto a capacidad y consentimientos necesarios. Los consentimientos exigidos por tal Ley podrán prestarse ante una autoridad del país en que se inició la constitución o, posteriormente, ante cualquier otra autoridad competente. En su caso, para la adopción de un español será necesario el consentimiento de la entidad pública correspondiente a la última residencia del adoptando en España. No será reconocida en España como adopción la constituida en el extranjero por adoptante español, si los efectos de aquélla no se corresponden con los previstos por la legislación española. Tampoco lo será, mientras la entidad pública competente no haya declarado la idoneidad del adoptante, si éste fuera español y estuviera domiciliado en España al tiempo de la adopción.»

Tercera.

El artículo 149 del Código Civil, tendrá la siguiente redacción: «El obligado a prestar alimentos podrá, a su elección, satisfacerlos, o pagando la pensión que se fije, o recibiendo y manteniendo en su propia casa al que tiene derecho a ellos. Esta elección no será posible en cuanto contradiga la situación de convivencia determinada para el alimentista por las normas aplicables o por resolución judicial. También podrá ser rechazada cuando concorra justa causa o perjudique el interés del alimentista menor de edad.»

Cuarta.

El artículo 158 del Código Civil tendrá la siguiente redacción: «El Juez, de oficio o a instancia del propio hijo, de cualquier pariente o del Ministerio Fiscal, dictará:

1.º Las medidas convenientes para asegurar la prestación de alimentos y proveer a las futuras necesidades del hijo, en caso de incumplimiento de este deber, por sus padres.

2.º Las disposiciones apropiadas a fin de evitar a los hijos perturbaciones dañosas en los casos de cambio de titular de la potestad de guarda.

3.º En general, las demás disposiciones que considere oportunas, a fin de apartar al menor de un peligro o de evitarle perjuicios. Todas estas medidas podrán adoptarse dentro de cualquier proceso civil o penal o bien en un procedimiento de jurisdicción voluntaria.»

Quinta.

El artículo 172 del Código Civil queda redactado como sigue:

«1. La entidad pública a la que, en el respectivo territorio, esté encomendada la protección de los menores, cuando constate que un menor se encuentra en situación de desamparo, tiene por ministerio de la Ley la tutela del mismo y deberá adoptar las medidas de protección necesarias para su guarda, poniéndolo en conocimiento del Ministerio Fiscal, y notificando en legal forma a los padres, tutores o guardadores, en un plazo de cuarenta y ocho horas. Siempre que sea posible, en el momento de la notificación se les informará de forma

presencial y de modo claro y comprensible de las causas que dieron lugar a la intervención de la Administración y de los posibles efectos de la decisión adoptada.

2. Se considera como situación de desamparo la que se produce de hecho a causa del incumplimiento, o del imposible o inadecuado ejercicio de los deberes de protección establecidos por las leyes para la guarda de los menores, cuando éstos queden privados de la necesaria asistencia moral o material. La asunción de la tutela atribuida a la entidad pública lleva consigo la suspensión de la patria potestad o de la tutela ordinaria. No obstante, serán válidos los actos de contenido patrimonial que realicen los padres o tutores en representación del menor y que sean beneficiosos para él. Cuando los padres o tutores, por circunstancias graves, no puedan cuidar al menor, podrán solicitar de la entidad pública competente que ésta asuma su guarda durante el tiempo necesario. La entrega de la guarda se hará constar por escrito dejando constancia de que los padres o tutores han sido informados de las responsabilidades que siguen manteniendo respecto del hijo, así como de la forma en que dicha guarda va a ejercerse por la Administración. Cualquier variación posterior de la forma de ejercicio será fundamentada y comunicada a aquéllos y al Ministerio Fiscal. Asimismo, se asumirá la guarda por la entidad pública cuando así lo acuerde el Juez en los casos en que legalmente proceda.

3. La guarda asumida a solicitud de los padres o tutores o como función de la tutela por ministerio de la Ley, se realizará mediante el acogimiento familiar o el acogimiento residencial. El acogimiento familiar se ejercerá por la persona o personas que determine la entidad pública. El acogimiento residencial se ejercerá por el Director del centro donde sea acogido el menor.

4. Se buscará siempre el interés del menor y se procurará, cuando no sea contrario a ese interés, su reinserción en la propia familia y que la guarda de los hermanos se confíe a una misma institución o persona.

5. Si surgieren problemas graves de convivencia entre el menor y la persona o personas a quien hubiere sido confiado en guarda, aquél o persona interesada podrá solicitar la remoción de ésta.

6. Las resoluciones que aprecien el desamparo y declaren la asunción de la tutela por ministerio de la Ley serán recurribles ante la jurisdicción civil sin necesidad de reclamación administrativa previa.»

Sexta.

El artículo 173 del Código Civil tendrá la siguiente redacción:

«1. El acogimiento familiar produce la plena participación del menor en la vida de familia e impone a quien lo recibe las obligaciones de velar por él, tenerlo en su compañía, alimentarlo, educarlo y procurarle una formación integral. Este acogimiento se podrá ejercer por la persona o personas que sustituyan al núcleo familiar del menor o por responsable del hogar funcional.

2. El acogimiento se formalizará por escrito, con el consentimiento de la entidad pública, tenga o no la tutela o la guarda, de las personas que reciban al menor y de éste si tuviera doce años cumplidos. Cuando fueran conocidos los padres que no estuvieran privados de la patria potestad, o el tutor, será necesario también que presten o hayan prestado su consentimiento, salvo que se trate de un acogimiento familiar provisional a que hace referencia el apartado 3 de este artículo. El documento de formalización del acogimiento familiar, a que se refiere el párrafo anterior, incluirá los siguientes extremos:

1.º Los consentimientos necesarios.

2.º Modalidad del acogimiento y duración prevista para el mismo.

3.º Los derechos y deberes de cada una de las partes, y en particular:

a) La periodicidad de las visitas por parte de la familia del menor acogido.

b) El sistema de cobertura por parte de la entidad pública o de otros responsables civiles de los daños que sufra el menor o de los que pueda causar a terceros.

c) La asunción de los gastos de manutención, educación y atención sanitaria.

4.º El contenido del seguimiento que, en función de la finalidad del acogimiento, vaya a realizar la entidad pública, y el compromiso de colaboración de la familia acogedora al mismo.

5.º La compensación económica que, en su caso, vayan a recibir los acogedores.

6.º Si los acogedores actúan con carácter profesionalizado o si el acogimiento se realiza en un hogar funcional, se señalará expresamente.

7.º Informe de los servicios de atención a menores. Dicho documento se remitirá al Ministerio Fiscal.

3. Si los padres o el tutor no consienten o se oponen al mismo, el acogimiento sólo podrá ser acordado por el Juez, en interés del menor, conforme a los trámites de la Ley de Enjuiciamiento Civil. La propuesta de la entidad pública contendrá los mismos extremos referidos en el número anterior. No obstante, la entidad pública podrá acordar en interés del menor, un acogimiento familiar provisional, que subsistirá hasta tanto se produzca resolución judicial. La entidad pública, una vez realizadas las diligencias oportunas, y concluido el expediente, deberá presentar la propuesta al Juez de manera inmediata y, en todo caso, en el plazo máximo de quince días.

4. El acogimiento del menor cesará:

1.º Por decisión judicial.

2.º Por decisión de las personas que lo tienen acogido, previa comunicación de éstas a la entidad pública.

3.º A petición del tutor o de los padres que tengan la patria potestad y reclamen su compañía.

4.º Por decisión de la entidad pública que tenga la tutela o guarda del menor, cuando lo considere necesario para salvaguardar el interés de éste oídos los acogedores. Será precisa resolución judicial de cesación cuando el acogimiento haya sido dispuesto por el Juez.

5. Todas las actuaciones de formalización y cesación del acogimiento se practicarán con la obligada reserva.»

Séptima.

Se introduce en el Código Civil un nuevo artículo con el número 173 bis, con la siguiente redacción:

«Art. 173 bis._El acogimiento familiar, podrá adoptar las siguientes modalidades atendiendo a su finalidad:

1.º Acogimiento familiar simple, que tendrá carácter transitorio, bien porque de la situación del menor se prevea la reinserción de éste en su propia familia bien en tanto se adopte una medida de protección que revista un carácter más estable.

2.º Acogimiento familiar permanente, cuando la edad u otras circunstancias del menor y su familia así lo aconsejen y así lo informen los servicios de atención al menor. En tal

supuesto, la entidad pública podrá solicitar del Juez que atribuya a los acogedores aquellas facultades de la tutela que faciliten el desempeño de sus responsabilidades, atendiendo en todo caso al interés superior del menor.

3.º Acogimiento familiar preadoptivo, que se formalizará por la entidad pública cuando ésta eleve la propuesta de adopción del menor, informada por los servicios de atención al menor, ante la autoridad judicial, siempre que los acogedores reúnan los requisitos necesarios para adoptar, hayan sido seleccionados y hayan prestado ante la entidad pública su consentimiento a la adopción, y se encuentre el menor en situación jurídica adecuada para su adopción. La entidad pública podrá formalizar, asimismo, un acogimiento familiar preadoptivo cuando considere, con anterioridad a la presentación de la propuesta de adopción, que fuera necesario establecer un período de adaptación del menor a la familia. Este período será lo más breve posible y, en todo caso, no podrá exceder del plazo de un año.»

Octava.

El artículo 174.2 del Código Civil queda redactado como sigue: «2. A tal fin, la entidad pública le dará noticia inmediata de los nuevos ingresos de menores y le remitirá copia de las resoluciones administrativas y de los escritos de formalización relativos a la constitución, variación y cesación de las tutelas, guardas y acogimientos. Igualmente le dará cuenta de cualquier novedad de interés en las circunstancias del menor. El Fiscal habrá de comprobar, al menos semestralmente, la situación del menor, y promoverá ante el Juez las medidas de protección que estime necesarias.»

Novena.

El artículo 175.1 del Código Civil queda redactado como sigue: «1. La adopción requiere que el adoptante sea mayor de veinticinco años. En la adopción por ambos cónyuges basta que uno de ellos haya alcanzado dicha edad. En todo caso, el adoptante habrá de tener, por lo menos, catorce años más que el adoptado.»

Décima.

El artículo 176 del Código Civil quedará redactado como sigue:

«1. La adopción se constituye por resolución judicial, que tendrá en cuenta siempre el interés del adoptando y la idoneidad del adoptante o adoptantes para el ejercicio de la patria potestad.

2. Para iniciar el expediente de adopción es necesaria la propuesta previa de la entidad pública a favor del adoptante o adoptantes que dicha entidad pública haya declarado idóneos para el ejercicio de la patria potestad. La declaración de idoneidad podrá ser previa a la propuesta. No obstante, no se requiere propuesta cuando en el adoptando concurra alguna de las circunstancias siguientes:

1.^a Ser huérfano y pariente del adoptante en tercer grado por consanguinidad o afinidad.

2.^a Ser hijo del consorte del adoptante.

3.^a Llevar más de un año acogido legalmente bajo la medida de un acogimiento preadoptivo o haber estado bajo su tutela por el mismo tiempo.

4.^a Ser mayor de edad o menor emancipado.

3. En los tres primeros supuestos del apartado anterior podrá constituirse la adopción, aunque el adoptante hubiere fallecido, si éste hubiese prestado ya ante el Juez su consentimiento. Los efectos de la resolución judicial en este caso se retrotraerán a la fecha de prestación de tal consentimiento.»

Undécima.

El artículo 177 del Código Civil quedará redactado como sigue:

«1. Habrán de consentir la adopción, en presencia del Juez, el adoptante o adoptantes y el adoptando mayor de doce años.

2. Deberán asentir a la adopción en la forma establecida en la Ley de Enjuiciamiento Civil:

1.º El cónyuge del adoptante, salvo que medie separación legal por sentencia firme o separación de hecho por mutuo acuerdo que conste fehacientemente.

2.º Los padres del adoptando que no se hallare emancipado, a menos que estuvieran privados de la patria potestad por sentencia firme o incurso en causa legal para tal privación. Esta situación sólo podrá apreciarse en procedimiento judicial contradictorio, el cual podrá tramitarse como dispone el artículo 1.827 de la Ley de Enjuiciamiento Civil. No será necesario el asentimiento cuando los que deban prestarlo se encuentren imposibilitados para ello, imposibilidad que se apreciará motivadamente en la resolución judicial que constituya la adopción. El asentimiento de la madre no podrá prestarse hasta que hayan transcurrido treinta días desde el parto.

3. Deberán ser simplemente oídos por el Juez:

1.º Los padres que no hayan sido privados de la patria potestad, cuando su asentimiento no sea necesario para la adopción.

2.º El tutor y, en su caso, el guardador o guardadores.

3.º El adoptando menor de doce años, si tuviere suficiente juicio.

4.º La entidad pública, a fin de apreciar la idoneidad del adoptante, cuando el adoptando lleve más de un año acogido legalmente por aquél.»

Duodécima.

El primer párrafo del artículo 211 del Código Civil tendrá la siguiente redacción: «El internamiento por razón de trastorno psíquico, de una persona que no esté en condiciones de decidirlo por sí, aunque esté sometida a la patria potestad, requerirá autorización judicial. Esta será previa al internamiento, salvo que razones de urgencia hiciesen necesaria la inmediata adopción de la medida, de la que se dará cuenta cuanto antes al Juez y, en todo caso, dentro del plazo de veinticuatro horas. El internamiento de menores, se realizará en todo caso en un establecimiento de salud mental adecuado a su edad, previo informe de los servicios de asistencia al menor.»

Decimotercera.

El artículo 216 del Código Civil tendrá un segundo párrafo con la siguiente redacción: «Las medidas y disposiciones previstas en el artículo 158 de este Código podrán ser acordadas también por el Juez, de oficio o a instancia de cualquier interesado, en todos los supuestos de tutela o guarda, de hecho o de derecho, de menores e incapaces, en cuanto lo requiera el interés de éstos.»

Decimocuarta.

El artículo 234 del Código Civil tendrá un último párrafo con la siguiente redacción: «Se considera beneficiosa para el menor la integración en la vida de familia del tutor.»

Decimoquinta.

El artículo 247 del Código Civil tendrá la siguiente redacción: «Serán removidos de la tutela los que después de deferida incurran en causa legal de inhabilidad, o se conduzcan mal en el desempeño de la tutela, por incumplimiento de los deberes propios del cargo o por notoria ineptitud de su ejercicio, o cuando surgieran problemas de convivencia graves y continuados.»

Decimosexta.

El artículo 248 del Código Civil tendrá la siguiente redacción: «El Juez, de oficio o a solicitud del Ministerio Fiscal, del tutelado o de otra persona interesada, decretará la remoción del tutor, previa audiencia de éste si, citado, compareciere. Asimismo, se dará audiencia al tutelado si tuviere suficiente juicio.»

Decimoséptima.

Se añade un segundo párrafo al artículo 260 del Código Civil con la siguiente redacción: «No obstante, la entidad pública que asuma la tutela de un menor por ministerio de la Ley o la desempeñe por resolución judicial no precisará prestar fianza.»

Decimoctava.

1. Los artículos del Código Civil que se relacionan a continuación quedarán redactados como sigue: Párrafo segundo del artículo 166: «Los padres deberán recabar autorización judicial para repudiar la herencia o legado deferidos al hijo. Si el Juez denegase la autorización, la herencia sólo podrá ser aceptada a beneficio de inventario.» Párrafo segundo del artículo 185: «Serán aplicables a los representantes dativos del ausentes en cuanto se adapten a su especial representación, los preceptos que regulan el ejercicio de la tutela y las causas de inhabilidad, remoción y excusa de los tutores.»

Art. 271: «El tutor necesita autorización judicial:

1.º Para internar al tutelado en un establecimiento de salud mental o de educación o formación especial.

2.º Para enajenar o gravar bienes inmuebles, establecimientos mercantiles o industriales, objetos preciosos y valores mobiliarios de los menores o incapacitados, o celebrar contratos o realizar actos que tengan carácter dispositivo y sean susceptibles de inscripción. Se exceptúa la venta del derecho de suscripción preferente de acciones.

3.º Para renunciar derechos, así como transigir o someter a arbitraje cuestiones en que el tutelado estuviere interesado.

4.º Para aceptar sin beneficio de inventario cualquier herencia, o para repudiar ésta o las liberalidades.

5.º Para hacer gastos extraordinarios en los bienes.

6.º Para entablar demanda en nombre de los sujetos a tutela, salvo en los asuntos urgentes o de escasa cuantía.

7.º Para ceder bienes en arrendamiento por tiempo superior a seis años.

8.º Para dar y tomar dinero a préstamo.

9.º Para disponer a título gratuito de bienes o derechos del tutelado.

10. Para ceder a terceros los créditos que el tutelado tenga contra él, o adquirir a título oneroso los créditos de terceros contra el tutelado.»

Art. 272: «No necesitarán autorización judicial la partición de herencia ni la división de cosa común realizadas por el tutor, pero una vez practicadas requerirán aprobación judicial.»

Art. 273: «Antes de autorizar o aprobar cualquiera de los actos comprendidos en los dos artículos anteriores, el Juez oirá al Ministerio Fiscal y al tutelado, si fuese mayor de doce años o lo considera oportuno, y recabará los informes que le sean solicitados o estime pertinentes.»

Art. 300: «El Juez, en procedimiento de jurisdicción voluntaria, de oficio o a petición del Ministerio Fiscal, del propio menor o de cualquier persona capaz de comparecer en juicio, nombrará defensor a quien estime más idóneo para el cargo.»

Art. 753: «Tampoco surtirá efecto la disposición testamentaria en favor de quien sea tutor o curador del testador, salvo cuando se haya hecho después de aprobadas definitivamente las cuentas o, en el caso en que no tuviese que rendirse éstas, después de la extinción de la tutela o curatela. Serán, sin embargo, válidas las disposiciones hechas en favor del tutor o curador que sea ascendiente, descendiente, hermano, hermana o cónyuge del testador.»

Art. 996: «Si la sentencia de incapacitación por enfermedades o deficiencias físicas o psíquicas no dispusiere otra cosa, el sometido a curatela podrá, asistido del curador, aceptar la herencia pura y simplemente o a beneficio de inventario.» Párrafo tercero del artículo 1.057: «Lo dispuesto en este artículo y en el anterior se observará aunque entre los coherederos haya alguno sometido a patria potestad o tutela, o a curatela por prodigalidad o por enfermedades o deficiencias físicas o psíquicas; pero el contador partidor deberá en estos casos inventariar los bienes de la herencia, con citación de los representantes legales o curadores de dichas personas.»

Art. 1.329: «El menor no emancipado que con arreglo a la Ley pueda casarse podrá otorgar capitulaciones, pero necesitará el concurso y consentimiento de sus padres o tutor, salvo que se limite a pactar el régimen de separación o el de participación.»

Art. 1.330: «El incapacitado judicialmente sólo podrá otorgar capitulaciones matrimoniales con la asistencia de sus padres, tutor o curador.»

Número 1.º del artículo 1.459: «Los que desempeñen algún cargo tutelar, los bienes de la persona o personas que estén bajo su guarda o protección.»

Número 3.º del artículo 1.700: «Por muerte, insolvencia, incapacitación o declaración de prodigalidad de cualquiera de los socios, y en el caso previsto en el artículo 1.699.»

Número 3.º del artículo 1.732: «Por muerte, incapacitación, declaración de prodigalidad, quiebra o insolvencia del mandante o del mandatario.»

2. Quedan modificados los siguientes artículos del Código Civil: En los artículos 108, 823 y 980 quedan suprimidas, respectivamente, las palabras «plena», «plena» y «plenamente». En los artículos 323 y 324 se sustituyen, respectivamente, las palabras «tutor» y «tutores» por «curador» y «curadores». Queda suprimido el párrafo tercero del artículo 163. En el primer párrafo del artículo 171 se eliminan las palabras «no se constituirá la tutela, sino que». Al final del último párrafo de este mismo artículo 171 se agrega la frase «o curatela, según proceda». El número 1.º del artículo 234 se sustituye por el siguiente: «Al cónyuge que conviva con el tutelado.» En el artículo 852 se sustituye «y 5.º» por «, 5.º y 6.º». En el artículo 855 se sustituye «y 6.º» por «, 5.º y 6.º»; «169» por «170», y se suprime su último párrafo.

Queda suprimido el párrafo segundo del artículo 992 y en el tercero, que pasará a ser segundo, se elimina la palabra «también». Se agrega un segundo párrafo al artículo 1.060 del siguiente tenor: «El defensor judicial designado para representar a un menor o incapacitado en una partición, deberá obtener la aprobación del Juez, si éste no hubiera dispuesto otra cosa al hacer el nombramiento.» El número 2.º del artículo 1.263 queda sustituido por el siguiente: «Los incapacitados.» En el número 1.º del artículo 1.291 las palabras «sin autorización judicial» sustituyen a «sin autorización del consejo de familia». En el artículo 1.338 se sustituyen las palabras «El menor» por «El menor no emancipado». En el número 1.º del artículo 1.393 se sustituyen las palabras «declarado ausente» por «declarado pródigo, ausente».

Decimonovena.

La Ley de Enjuiciamiento Civil quedará modificada en el siguiente sentido:

1. Los actuales artículos 1.910 a 1.918 de la Ley de Enjuiciamiento Civil pasarán a integrar la Sección Tercera del Título IV del Libro III, titulada «Medidas provisionales en relación con los hijos de familia».

2. La Sección Segunda del Título IV del Libro III, se denominará «Medidas relativas al retorno de menores en los supuestos de sustracción internacional» y comprenderá los artículos 1.901 a 1.909, ambos inclusive, con el siguiente contenido: «Art. 1.901: En los supuestos en que, siendo aplicable un convenio internacional, se pretenda la restitución de un menor que hubiera sido objeto de un traslado o retención ilícita, se procederá de acuerdo con lo previsto en esta Sección.

Art. 1.902: Será competente el Juez de Primera Instancia en cuya demarcación judicial se halle el menor que ha sido objeto de un traslado o retención ilícitos. Podrá promover el procedimiento la persona, institución u organismo que tenga atribuido el derecho de custodia del menor, la autoridad central española encargada del cumplimiento de las obligaciones impuestas por el correspondiente convenio y, en representación de ésta, la persona que designe dicha autoridad. Las actuaciones se practicarán con intervención del Ministerio Fiscal y los interesados podrán actuar bajo la dirección de Abogado. La tramitación del procedimiento tendrá carácter preferente y deberá realizarse en el plazo de seis semanas desde la fecha en que se hubiere solicitado ante el Juez la restitución del menor.

Art. 1.903: A petición de quien promueva el procedimiento o del Ministerio Fiscal, el Juez podrá adoptar la medida provisional de custodia del menor prevista en la Sección siguiente de esta Ley y cualquier otra medida de aseguramiento que estime pertinente.

Art. 1.904: Promovido el expediente mediante la solicitud a la que se acompañará la documentación requerida por el correspondiente convenio internacional, el Juez dictará, en el plazo de veinticuatro horas, resolución en la que se requerirá a la persona que ha sustraído o retiene al menor, con los apercibimientos legales, para que en la fecha que se determine, que no podrá exceder de los tres días siguientes, comparezca en el juzgado con el menor y manifieste:

a) Si accede voluntariamente a la restitución del menor a la persona, institución y organismo que es titular del derecho de custodia; o, en otro caso,

b) Si se opone a la restitución por existir alguna de las causas establecidas en el correspondiente convenio cuyo texto se acompañará al requerimiento.

Art. 1.905: Si no compareciese el requerido, el Juez dispondrá a continuación del procedimiento de su rebeldía citando a los interesados y al Ministerio Fiscal a una comparecencia que tendrá lugar en plazo no superior a los cinco días siguientes y decretará las medidas provisionales que juzgue pertinentes en relación con el menor. En la comparecencia se oirá al solicitante y al Ministerio Fiscal y en su caso y separadamente, al menor sobre su restitución. El Juez resolverá por auto dentro de los dos días siguientes a contar desde la fecha de la comparecencia, si procede o no la restitución, teniendo en cuenta el interés del menor y los términos del correspondiente convenio.

Art. 1.906: Si compareciese el requerido y accediere a la restitución voluntaria del menor, se levantará acta, acordando el Juez, mediante auto, la conclusión del procedimiento y la entrega del menor a la persona, institución y organismo titular del derecho de custodia, así como lo procedente en cuanto a costas y gastos.

Art. 1.907: Si en la primera comparecencia el requerido formulase oposición a la restitución del menor, al amparo de las causas establecidas en el correspondiente convenio, no será de aplicación lo dispuesto en el artículo 1.817 de esta Ley, ventilándose la oposición ante el mismo Juez por los trámites del juicio verbal. A este fin:

a) En el mismo acto de comparecencia serán citados todos los interesados y el Ministerio Fiscal, para que expongan lo que estimen procedente y, en su caso, se practiquen las pruebas, en ulterior comparecencia, que se celebrará de conformidad con lo dispuesto en el artículo 730 y concordantes de esta Ley dentro del plazo improrrogable de los cinco días a contar desde la primera.

b) Asimismo, tras la primera comparecencia el Juez oirá, en su caso, separadamente al menor sobre su restitución y podrá recabar los informes que estime pertinentes.

Art. 1.908: Celebrada la comparecencia y, en su caso, practicadas las pruebas pertinentes dentro de los seis días posteriores, el Juez dictará auto dentro de los tres días siguientes, resolviendo, en interés del menor y en los términos del convenio, si procede o no su restitución. Contra dicho auto sólo cabrá recurso de apelación en un solo efecto, que deberá resolverse en el improrrogable plazo de veinte días.

Art. 1.909: Si el Juez resolviese la restitución del menor, en el auto se establecerá que la persona que trasladó o retuvo al menor abone las costas del procedimiento así como los gastos en que haya incurrido el solicitante, incluidos los del viaje y los que ocasione la restitución del menor al Estado de su residencia habitual con anterioridad a la sustracción, que se harán efectivos por los trámites previstos en el artículo 928 y concordantes de esta Ley. En los demás supuestos, se declararán de oficio las costas del procedimiento.»

Vigésima.

El Ministerio Fiscal velará para que, incoado un procedimiento sobre reclamación frente a las resoluciones de las entidades públicas que surjan con motivo del ejercicio de sus funciones en materia de tutela o de guarda, se resuelvan en el mismo expediente todas las acciones e incidencias que afecten a un mismo menor. A tal efecto, promoverá ante los órganos jurisdiccionales las actuaciones oportunas previstas en la legislación procesal.

Vigésima primera.

1. El artículo 5.º, en sus apartados 3 y 4; el artículo 7.º en su apartado 1; el artículo 8.º, en su apartado 2 letra c); el artículo 10, en sus apartados 1 y 2 letras a), b) y d); los artículos 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18 en su apartado 2, 21 en sus apartados 1, 2 y 3, y el artículo 22, son legislación supletoria de la que dicten las Comunidades Autónomas con competencia en materia de asistencia social.

2. El artículo 10, en su apartado 3, el artículo 21, en su apartado 4, el artículo 23, las disposiciones adicionales primera, segunda y tercera, la disposición transitoria única y las disposiciones finales decimonovena y vigésima, se dictan al amparo del artículo 149.1.2.ª, 5.ª y 6.ª de la Constitución.

3. Los restantes preceptos no orgánicos de la Ley, así como las revisiones al Código Civil contenidas en la misma, se dictan al amparo del artículo 149.1.8.ª de la Constitución y se aplicarán sin perjuicio de la normativa que dicten las Comunidades Autónomas con competencia en materia de Derecho Civil, Foral o Especial.

Vigésima segunda.

Las entidades públicas mencionadas en esta Ley son las designadas por las Comunidades Autónomas y las ciudades de Ceuta y Melilla, de acuerdo con sus respectivas normas de organización.

Vigésima tercera.

Tienen carácter de Ley ordinaria los artículos 1.º; 2.º; 5.º, apartados 3 y 4; 7.º, apartado 1; 8.º, apartado 2 letra c); 10, apartados 1 y 2, letras a), b) y d), 3 y 4, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 y 25; las disposiciones adicionales primera, segunda y tercera; la disposición transitoria; la disposición derogatoria, y las disposiciones finales primera a vigésima segunda y vigésima cuarta.

Los preceptos relacionados en el párrafo anterior se aplicarán según lo previsto en la disposición adicional vigésima primera.